

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . . . .	100 fr.	60 fr.
{ Pays à plein tarif . . . . .	120 fr.	70 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	4 fr.
Minimum . . . . .	20 fr.
La page . . . . .	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez-le tarif spécial.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

<b>1937</b>		
31 août	— Décret établissant des droits de sceau ( <i>extrait</i> ).	298
<b>1942</b>		
18 novembre	— Décret No 3467 créant un corps unique d'administrateurs coloniaux ( <i>extrait</i> ).	301
<b>1943</b>		
29 novembre	— Décret No 3154 portant classement des administrateurs coloniaux dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943.	303
<b>1945</b>		
20 janvier	— Ordonnance No 45-105 portant majoration des droits de sceau établis par le décret du 31 août 1937, modifié par le décret du 17 juin 1938.	298
3 mars	— Décret No 45-333 portant modification de l'acte dit décret du 10 septembre 1942 réorganisant le personnel des Eaux et Forêts aux colonies.	299
13 mars	— Arrêté ministériel (colonies) organisant une Agence des colonies aux Etats-Unis.	299
12 avril	— Décret fixant la consistance du réseau du chemin de fer du Togo. ( <i>Arrêté de promulgation No 307 Cab. du 7 juin 1945</i> ).	300
12 avril	— Arrêté ministériel désignant les services annexes au réseau. ( <i>Arrêté de promulgation No 307 Cab. du 7 juin 1945</i> ).	300
23 avril	— Décret No 45-801 relatif au statut des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine. ( <i>Arrêté de promulgation No 284 Cab. du 7 juin 1945</i> ).	301

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### 1944

16 décembre	— No 3403 F. — Arrêté général relatif au régime des déplacements, <i>rendu applicable au Togo par arrêté local no 273 F. du 29 mai 1945.</i>	304
-------------	--	-----

##### 1945

11 mai	— No 1402 SE. — Arrêté général réglementant le mouvement des sacs vides à l'intérieur de l'A.O.F.	314
18 mai	— No 1484 SE. — Arrêté général abrogeant et remplaçant l'article 2 de l'arrêté No 1042 du 8 avril 1944 fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation réceptionnées par voie administrative.	314
28 mai	— No 1603 SE. — Arrêté général abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'arrêté No 669 SE. du 1 <sup>er</sup> mars 1945, fixant la valeur F.O.B. port d'embarquement de la farine de manioc destinée à l'exportation hors de l'A.O.F.	315
29 mai	— No 1607 TP. — Arrêté général fixant les modalités de répartition des bois débités d'origine locale.	315
29 mai	— No 1622 SE. — Arrêté général modifiant l'arrêté No 3215 F. du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix.	317

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### 1945

24 avril	— No 211 APA. — Arrêté portant désignation de deux membres de la chambre de commerce du Togo.	318
29 mai	— No 271 APA. — Arrêté modifiant l'organisation territoriale de la subdivision d'Atakpamé (Cercle du Centre).	318

29 mai	— No 272 APA. — Arrêté portant nomination et classement des chefs de canton de la subdivision d'Atakpamé (Cercle du Centre)	319
29 mai	— No 274 P. — Arrêté portant organisation d'une école d'infirmiers et infirmières au Togo	319
31 mai	— No 275 AE. — Arrêté fixant la date de fermeture de la campagne du coton dans les cercles du territoire	321
6 juin	— No 283 F. — Arrêté relatif à l'octroi de prêts coloniaux à des citoyens français	322
7 juin	— No 287 PTT. — Arrêté ouvrant une cabine téléphonique à Blitta	322
7 juin	— No 305 P. — Arrêté modifiant les salaires mensuels des agents auxiliaires des cercles, bureaux et services du territoire du Togo.	322
7 juin	— Ordre général n° 4 portant modification au règlement intérieur du personnel auxiliaire employé au Réseau du chemin de fer du Togo	323
7 juin	— No 308 APA. — Arrêté portant rattachement du canton d'Agouévé (Subdivision de Lomé) à la subdivision de Tsévié (Cercle de Lomé)	319
7 juin	— No 309 F. — Arrêté portant approbation du compte définitif du budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1944.	318
7 juin	— No 310 F. — Arrêté portant règlement du compte administratif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1944.	324
7 juin	— No 311 F. — Arrêté portant approbation du budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1945.	324
7 juin	— No 313 DOM. — Arrêté prononçant l'occupation d'un terrain pour travaux d'utilité publique	324
9 juin	— No 315 APA. — Arrêté modifiant la date du tirage de la tombola autorisée par l'arrêté No 253 APA. du 19 mai 1945.	325
Rectificatif à l'arrêté	No 552 F. du 31 octobre 1944 fixant les modalités de concession de congés de convalescence et de permissions d'absence pouvant être accordés au personnel des cadres généraux, communs supérieurs de l'A.O.F. et locaux européens en service au Togo	325
Additif aux arrêtés	No 130 P. et 131 P. du 5 mars 1945 modifiant le tarif fiscal d'entrée, et exemptant de la taxe de statistique le charbon de bois à l'importation	325
Addendum à l'arrêté	No 233 F. du 11 mai 1945 portant ouverture d'une rubrique nouvelle et de crédit supplémentaire au budget local du Togo — exercice 1945	325
Personnel		325
Divers		327

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

11 mai	— No 1396 F. — Arrêté général complétant l'arrêté No 3551 F. du
--------	---

7 octobre 1943 fixant les soldes de présence des cadres communs supérieurs	329
--	-----

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis de concours	329
Domaines	331
Nécrologie	331

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Droit de sceau

ORDONNANCE No 45-105 du 20 janvier 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre des Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu la loi du 21 avril 1832;

Vu le décret du 31 août 1937, modifié par le décret du 17 juin 1938;

Le Comité juridique entendu;

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits prévus à l'article premier du décret du 31 août 1937, modifié par le décret du 17 juin 1938, sont majorés de 90 centimes.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 20 janvier 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

François de MENTHON,

Le Ministre des Finances,

R. PLEVEN.

#### DECRET du 31 août 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre des Finances;

Le Conseil des Ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER (modifié par le décret du 17 juin 1938). — Seront perçus d'après le tarif ci-dessous, sans préjudice des frais d'insertion au *Journal officiel*, mais sans addition d'aucun droit de référendaire, ni d'enregistrement, ni d'aucun décime, les droits de sceau établis au profit du Trésor sur les actes, dont l'énumération suit :

Naturalisation, 3.000 francs;

Réintégration dans la qualité de Français, 1.500 francs;

Dispense d'alliance ou de parenté pour mariage, 750 francs;

Dispense d'âge pour mariage, 500 francs;

Autorisation de conserver ou d'acquérir une nationalité étrangère, 4.500 francs;

Changement ou addition de nom, 4.500 francs.

ART. 4. — Le Président du Conseil, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 31 août 1937.

Albert LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,*

Camille CHAUMET.

*Le Garde des Sceaux,  
Ministre de la Justice,*  
Vincent AURIOL.

*Le Ministre des Finances,*  
Georges BONNET.

#### Personnel des Eaux et Forêts

DECRET N° 45-333 du 3 mars 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 7 (1<sup>er</sup> alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 sur le rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, en vertu duquel demeure provisoirement en application l'acte dit « décret du 10 septembre 1942 », réorganisant le personnel du Service des Eaux et Forêts aux colonies;

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élèves à titre colonial de l'Ecole nationale des Eaux et Forêts, recrutés au titre de la catégorie d, prévue à l'article 12 de l'acte dit « décret du 10 septembre 1942 », réorganisant le personnel des Eaux et Forêts aux colonies, qui n'ont pu rejoindre l'Ecole nationale des Eaux et Forêts en raison de l'interruption des communications entre la métropole et les colonies, pourront être nommés inspecteurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe des Eaux et Forêts, à titre provisoire, pour compter du 10 juin 1944 date à laquelle ils auraient obtenu normalement le diplôme d'ingénieur des Eaux et Forêts.

ART. 2. — Les intéressés seront nommés, à titre définitif, inspecteur adjoint de 2<sup>e</sup> classe des Eaux et Forêts aux colonies à compter de la date à laquelle ils auront obtenu le diplôme précité.

Ils suivront, en cette qualité, les cours d'enseignement forestier colonial et seront astreints au stage colonial effectif prévu par les articles 15 et 17 de l'acte dit « décret du 10 septembre 1942 ».

A l'expiration de ce stage, ils pourront être titularisés dans le grade d'inspecteur adjoint de 2<sup>e</sup> classe dans les conditions prévues par l'article 17 du texte susvisé.

ART. 3. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 3<sup>e</sup> mars 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République française,

*Le Ministre des Colonies,*

P. GIACOBBI.

#### Agence des colonies aux Etats-Unis

ARRETE interministériel du 13 mars 1945.

Le Ministre de l'Economie Nationale, le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre des Colonies,

Vu l'arrêté interministériel du 19 juin 1944, relatif à l'organisation des services financiers de la délégation aux Etats-Unis;

#### ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1945, il est créé une agence des colonies aux Etats-Unis sous l'autorité du président du Conseil français des approvisionnements et sous la haute autorité de l'ambassadeur de France à Washington.

Le directeur de l'agence est membre du Conseil français des approvisionnements.

ART. 2. — L'agence reçoit les instructions du Ministre des Colonies et correspond avec les chefs de gouvernements généraux et de gouvernements pour le ravitaillement des territoires coloniaux, et pour le contrôle des échanges commerciaux de ces territoires avec les Etats-Unis.

Elle assure l'exécution des commandes des colonies et de celles qui lui seraient confiées par d'autres Services français, dans le cadre du Conseil français des approvisionnements.

ART. 3. — Le directeur de l'agence est nommé par le Ministre des Colonies et a le rang de gouverneur.

Il est assisté de trois chefs de service — achats, ventes et information — et de cinq chefs de sections géographiques désignés par le Ministre des Colonies. Les fonctionnaires ou agents affectés aux sections géographiques seront désignés après avis du gouverneur général ou des gouverneurs intéressés.

Un délégué financier colonial, nommé par le Ministre des Colonies, après accord avec le Ministre des Finances, assure la surveillance des opérations de l'agence.

Le directeur de l'agence nomme les sous-chefs de section, les secrétaires et les agents de service.

ART. 4. — L'agence est placée sous le contrôle financier institué auprès des missions françaises aux Etats-Unis.

ART. 5. — Les dépenses de fonctionnement de l'agence des colonies sont inscrites au budget de l'Etat.

Le règlement des opérations faites pour le compte des colonies est poursuivi dans la limite du total des ouvertures de crédits alloués aux divers territoires et assuré par le trésorier-payeur général de New-York. Les approvisionnements qui seraient constitués pour faire face aux besoins communs des colonies seront imputés lors de leur embarquement aux comptes respectifs des colonies.

Fait à Paris, le 13 mars 1945.

*Le Ministre de l'Economie nationale,*  
Pierre MENDES-FRANCE.

*Le Ministre des Finances,*  
R. PLEVEN.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
Georges BIDAULT.

*Le Ministre des Colonies,*  
P. GIACOBBI.

### C. F. T.

ARRETE N° 307 CAB. du 7 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de Fer coloniaux, promulgué au Togo le 15 juin 1939, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la lettre-avion N° 1325 sj. en date du 25 avril 1945 du ministre des colonies;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — le décret du 12 avril 1945 fixant la consistance du Réseau du Chemin de Fer du Togo;

2° — l'arrêté ministériel du 12 avril 1945 désignant les services annexes au Réseau.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juin 1945.

J. NOUTARY.

DECRET du 12 avril 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les pouvoirs et les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 19 mai 1939 portant organisation générale des Chemins de Fer Coloniaux promulgué au Togo par arrêté N° 318 du 15 juin 1939 et, notamment, l'article 2 et tous actes modificatifs subséquents;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les Chemins de Fer du Togo sont constitués en un réseau unique comprenant, en voie métrique :

1<sup>re</sup> — La ligne Lomé-Blita, dite ligne du Centre avec l'embranchement : Agbonou-Atakpamé, longueur 280 kilomètres.

2<sup>o</sup> — la ligne Lomé-Palimé, longueur 119 kms.

3<sup>o</sup> — la ligne Lomé-Anécho, longueur 44 kilomètres.

4<sup>o</sup> — les voies de chemins de fer urbaines créées (Lomé-Anécho) ou à créer dans les centres desservis par le Réseau.

ART. 2. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret dont la publication sera faite au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 12 avril 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Ministre des Colonies,*  
P. GIACOBBI.

ARRETE ministériel du 12 avril 1945.

Le Ministre des Colonies,

Vu le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux, promulgué au Togo par arrêté n° 318 du 15 juin 1939 et notamment, l'article 2 et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 12 avril 1945 fixant la consistance du réseau ferré du Togo;

Sur la proposition du Commissaire de la République au Togo;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service de l'exploitation du wharf de Lomé est incorporé au réseau des chemins de fer du Togo.

ART. 2. — Le commissaire de la République au Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 12 avril 1945.

P. GIACOBBI.

### Personnel

#### Administrateurs des colonies

ARRETE N° 284 CAB. du 7 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 1639 AP. du 31 mai 1945;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 45-801 du 23 avril 1945 relatif au statut des administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juin 1945.

J. NOUTARY.

### DECRET N° 45-801 du 23 avril 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire métropolitain, ensemble les ordonnances subséquentes maintenant provisoirement en application l'acte dit : « décret du 18 novembre 1942 portant création d'un corps unique d'administrateurs coloniaux »;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif au statut et à la solde des administrateurs des colonies;

Vu le décret du 18 avril 1944 réalisant dans les territoires d'outre-mer l'uniformité des traitements des administrateurs des colonies;

Vu l'ordonnance 45-14 du 6 janvier 1945 validant l'acte dit « loi du 3 août 1943 » et les divers décrets pris pour son application notamment le décret du 29 novembre 1943 portant classification des administrateurs coloniaux dans les échelles de soldes prévues par la loi du 3 août 1943;

Sur le rapport du ministre des colonies;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre transitoire et jusqu'à intervention du statut définitif du corps des administrateurs coloniaux, le personnel des administrateurs des colonies et le personnel des administrateurs des services civils de l'Indochine sont soumis aux règles statutaires prévues ci-après.

#### *Personnel des administrateurs des colonies*

ART. 2. — L'acte provisoirement applicable dit « décret du 18 novembre 1942 » créant un corps unique d'administrateurs coloniaux cesse d'avoir effet, en ce qui concerne les administrateurs des colonies, sous réserve toutefois des dispositions prévues aux articles 8 et 9 relatives à la solde et à la hiérarchie; aux articles 11, 12, 13, 14, 15, 16 relatives aux règles d'avancement; aux articles 29 et 30, ayant fixé certaines dispositions transitoires, qui sont provisoirement maintenues en vigueur.

ART. 3. — Ce personnel demeure régi, en tout ce qui n'est pas contraire à la réserve énoncée à l'article précédent, par le décret du 10 juillet 1920 portant organisation du cadre des administrateurs des colonies.

ART. 4. — Les soldes de ce personnel sont celles prévues par le décret validé n° 3154 du 29 novembre 1943, portant classement des administrateurs coloniaux dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943.

ART. 5. — Le reclassement des administrateurs des colonies actuellement régis par le décret du 10 juillet 1920 est effectué dans la nouvelle hiérarchie suivant le tableau d'assimilation et les modalités établies à l'article 29 du décret du 18 novembre 1942.

Toutefois, dans cette nouvelle hiérarchie, les administrateurs de 1<sup>re</sup> classe conservent le droit à l'appellation traditionnelle d'administrateur en chef.

ART. 6. — Les décrets des 27 septembre 1943 et 18 avril 1944 sont et demeurent abrogés.

#### *Personnel des administrateurs des services civils de l'Indochine*

ART. 7. — Sous réserve des dispositions prévues à l'article VIII du présent décret, le personnel des administrateurs des services civils de l'Indochine demeure régi par l'acte dit « décret du 18 novembre 1942 » provisoirement applicable.

#### *Dispositions communes aux administrateurs des colonies et des services civils de l'Indochine*

ART. 8. — Toutes dispositions relatives au temps de présence dans un poste de l'intérieur, pour l'accès au grade d'administrateur, et au temps de commandement, pour l'accès au grade d'administrateur de 1<sup>re</sup> classe, sont provisoirement suspendues.

ART. 9. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945 et sera publié au *journal officiel* de la République Française, et au *bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 23 avril 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,  
P. GIACOBBI.

### DECRET de Vichy N° 3467 du 18 novembre 1942.

#### TITRE II

##### *Hiérarchie et traitements*

ART. 8. — En dehors des élèves administrateurs, le personnel des administrateurs coloniaux est réparti en trois grades, comprenant respectivement :

- 1<sup>o</sup> — des administrateurs de 1<sup>re</sup> classe;
- 2<sup>o</sup> — des administrateurs de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> classes;
- 3<sup>o</sup> — des administrateurs adjoints de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cl.

Les administrateurs, administrateurs-adjoints et élèves administrateurs sont nommés par arrêté du secrétaire d'Etat aux Colonies.

ART. 9. — La hiérarchie et les soldes de présence des administrateurs coloniaux, ainsi que leur classement au point de vue des déplacements et du traitement dans les hôpitaux, sont fixés ainsi qu'il suit :

GRADES ET CLASSES	SOLDES	EFFECTIF	CLASSEMENT
<b>France</b>			
Administrateurs de 1 <sup>re</sup> classe			
4 <sup>e</sup> échelon après 8 ans . . . . .	80.000	15 p. 100 maximum de l'effectif réel de chaque section.	1 <sup>re</sup> catégorie A
3 <sup>e</sup> échelon après 6 ans . . . . .	76.000		1 <sup>re</sup> catégorie B
2 <sup>e</sup> échelon après 3 ans . . . . .	73.000		1 <sup>re</sup> catégorie B
1 <sup>re</sup> échelon après 3 ans . . . . .	70.000		1 <sup>re</sup> catégorie B
Administrateurs de 2 <sup>me</sup> classe			
3 <sup>e</sup> échelon après 6 ans . . . . .	65.000	35 p. 100	1 <sup>re</sup> catégorie B
2 <sup>e</sup> échelon après 2 ans . . . . .	60.000		
1 <sup>re</sup> échelon avant 2 ans . . . . .	55.000		
Administrateur de 3 <sup>me</sup> classe . . . . .	50.000		
Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> classe			
2 <sup>e</sup> échelon après 3 ans . . . . .	45.000	50 p. 100	2 <sup>e</sup> catégorie (1)
1 <sup>re</sup> échelon après 2 ans . . . . .	40.000		
Administrateur adjoint de 2 <sup>me</sup> classe . . . . .	35.000		
Administrateur adjoint de 3 <sup>me</sup> classe . . . . .	30.000		
Elève administrateur			
2 <sup>e</sup> échelon . . . . .	25.000		
1 <sup>re</sup> échelon . . . . .	22.000		

(1) Ces fonctionnaires, bien que rangés à la 2<sup>e</sup> catégorie, voyagent toujours en 1<sup>re</sup> classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc...)

### TITRE III

#### Recrutement et avancement

ART. 11. — La nomination à l'emploi d'administrateur adjoint de 3<sup>e</sup> classe est réservée aux élèves administrateurs (2<sup>e</sup> échelon) brevetés de l'école nationale de la France d'outre-mer.

Sont nommés élèves-administrateurs (2<sup>e</sup> échelon) :

1<sup>o</sup> — les élèves administrateurs (1<sup>er</sup> échelon) des sections administratives de ladite école accomplissant l'année d'études ou de stage à l'issue de laquelle ils réuniront normalement les conditions exigées pour être nommés administrateur adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

2<sup>o</sup> — A concurrence de 50 p. 100 du nombre des élèves visés au paragraphe précédent, les fonctionnaires des cadres des services civils ayant au moins le grade d'adjoint des services civils des colonies ou de rédacteur des services civils de l'Indochine, comptant au minimum deux années de services effectifs outre-mer, n'ayant pas dépassé l'âge de trente-deux ans et ayant subi avec succès les épreuves du concours du stage à l'école nationale de la France d'outre-mer.

Peuvent également être admis à se présenter à ce dernier concours, sous les mêmes conditions d'âge et de service, les fonctionnaires des cadres généraux des colonies et les militaires des armées de terre, de mer et de l'air en activité titulaires d'une licence, d'un

diplôme de sortie d'une grande école ou d'un brevet d'officier.

A la fin des études, tous les élèves de l'école nationale de la France d'outre-mer, s'ils ont satisfait aux conditions exigées pour la sortie des sections administratives ou du stage, reçoivent le brevet de l'école et sont nommés administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe dans l'ordre de classement de sortie.

Les modalités du concours d'admission et le régime des études à l'école nationale de la France d'outre-mer sont fixés par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 12. — Dans la limite des vacances résultant de l'application des pourcentages fixés à l'article 9 du présent décret, l'avancement des administrateurs coloniaux a lieu exclusivement au choix.

ART. 13. — La totalité des emplois d'administrateur adjoint de 2<sup>e</sup> et de 1<sup>re</sup> classe est réservée aux administrateurs-adjoints de la classe immédiatement inférieure comptant au moins deux ans d'ancienneté dans leur classe.

ART. 14. — La totalité des emplois d'administrateur de 3<sup>e</sup> classe est réservée aux administrateurs-adjoints de 1<sup>re</sup> classe comptant au moins deux ans d'ancienneté dans leur classe sous conditions :

1<sup>o</sup> — Qu'ils comptent six ans d'ancienneté effective dans le grade d'administrateur-adjoint, dont quatre ans de services effectifs outre-mer ;

2<sup>o</sup> — Qu'ils aient servi pendant deux ans dans les postes de l'intérieur depuis leur nomination au grade d'administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe;

3<sup>o</sup> — Qu'ils aient satisfait, le cas échéant, à l'obligation prévue à l'article 5 du présent décret de connaître un dialecte ou une langue indigène.

ART. 15. — La totalité des emplois d'administrateur de 2<sup>e</sup> classe est attribuée aux administrateurs de 3<sup>e</sup> classe qui comptent au minimum deux années d'ancienneté dans leur classe.

ART. 16. — La totalité des emplois d'administrateur de 1<sup>re</sup> classe est réservée aux administrateurs de 2<sup>e</sup> classe qui comptent :

1<sup>o</sup> — Quatre ans d'ancienneté effective dans cette classe;

2<sup>o</sup> — Six ans de services effectifs outre-mer depuis leur nomination au grade d'administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe, dont trois ans comme chef d'une circonscription administrative.

## TITRE V

### Dispositions transitoires

ART. 29. — Les fonctionnaires des anciens cadres des administrateurs des services civils de l'Indochine et des administrateurs des colonies seront respectivement reclassés dans les sections correspondantes du nouveau corps selon le tableau d'assimilation ci-après :

ANCIEN CADRE des Administrateurs des services civils de l'Indochine	NOUVEAU CORPS des Administrateurs coloniaux	ANCIEN CADRE des Administrateurs des Colonies
Administrateur 1 <sup>re</sup> classe	Administrateur 1 <sup>re</sup> classe	Administrateur en chef
Administrateur 2 <sup>e</sup> classe	Administrateur 2 <sup>e</sup> classe	Administrateur de 1 <sup>re</sup> et de 2 <sup>e</sup> classe
Administrateur 3 <sup>e</sup> classe	Administrateur 3 <sup>e</sup> classe	Administrateur de 3 <sup>e</sup> clas.
Administrateur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe	Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> classe	Administrateur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe
Administrateur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe	Administrateur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe	Administrateur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe
Administrateur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe	Administrateur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe	Administrateur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe
Elève-administrateur	Elève-administrateur 1 <sup>er</sup> ou 2 <sup>e</sup> échelon	Elève-administrateur

Le classement dans les grades, classes et échelons du nouveau cadre sera effectué en tenant compte de l'ancienneté des intéressés dans leur grade correspondant.

Les administrateurs de 1<sup>re</sup> classe de l'ancien cadre des administrateurs des colonies et les administrateurs de 2<sup>e</sup> classe de l'ancien cadre des administrateurs des services civils de l'Indochine seront reclassés à partir de l'échelon « après deux ans » du nouveau grade administrateur de 2<sup>e</sup> classe, et conserveront la totalité de leur ancienneté.

Les administrateurs de 2<sup>e</sup> classe de l'ancien cadre des administrateurs des colonies seront reclassés à l'échelon « avant deux ans » du nouveau grade d'administrateur de 2<sup>e</sup> classe sans que l'ancienneté conservée dans cet échelon puisse, en aucun cas, dépasser deux ans.

ART. 30. — Les dispositions relatives au temps de présence dans un poste de l'intérieur et au temps de commandement ne deviennent applicables que dans un délai d'un an à compter de la publication du présent décret pour les administrateurs-adjoints de 1<sup>re</sup> classe et de deux ans pour les administrateurs de 2<sup>e</sup> classe.

La proportion des administrateurs de 1<sup>re</sup> classe sera portée de 12 à 15 p. 100 à raison d'une progression qui ne pourra excéder 1/2 p. 100 par an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943, la proportion des administrateurs de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe ne pouvant, par ailleurs, dépasser 50 p. 100 de l'effectif réel.

Toutefois, les administrateurs provenant des cadres de l'Administration centrale supprimés par la loi du 4 septembre 1942 restent soumis aux mesures transitoires spéciales prévues par le décret du 18 novembre 1942.

DECRET de Vichy N° 3154 du 29 novembre 1943.

Le Chef du Gouvernement,

Vu l'acte constitutionnel n° 12;

Vu la loi du 3 août 1943 relative à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat;

Vu l'article 3 de la loi N° 3992 du 14 septembre 1941;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1940;

Vu l'article 70 de la loi du 31 décembre 1942;

Vu le décret n° 3467 du 18 novembre 1942 créant un corps unique d'administrateurs coloniaux;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'avis du jury de classement;

### DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les administrateurs coloniaux sont, pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 août 1943 relative à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat, classés dans les échelles ci-après :

#### Emplois

#### Echelles

Administrateur de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	25
Administrateur de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe . . . . .	22
Administrateur-adjoint et élèves admin. . . . .	16

ART. 2. — Les traitements et classes que comportent les divers emplois visés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont fixés ainsi qu'il suit :

Administrateurs de 1<sup>re</sup> classe :

	francs
Après 8 ans . . . . .	90.000
Après 6 ans . . . . .	85.000
Après 3 ans . . . . .	80.000
Avant 3 ans . . . . .	75.000

Administrateurs de 2<sup>e</sup> classe :

Après 6 ans . . . . .	75.000
Après 2 ans . . . . .	68.000
Avant 2 ans . . . . .	62.000



Administrateurs de 3 <sup>e</sup> classe :	55.000
Administrateurs adjoints :	
1 <sup>re</sup> classe :	
Après 3 ans	50.000
Avant 3 ans	45.000
2 <sup>e</sup> classe :	40.000
3 <sup>e</sup> classe :	35.000
Elèves administrateurs :	
2 <sup>e</sup> échelon	30.000
1 <sup>er</sup> échelon	28.000

ART. 3. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toutes gratifications. Aucune indemnité ou avantage accessoire au compte du budget de l'Etat, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux administrateurs coloniaux que dans les conditions et limites fixées par un arrêté revêtu des signatures du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et du secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies et publié au *Journal Officiel*.

ART. 4. — Les nouveaux traitements sont attribués aux intéressés suivant leurs classes respectives.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme avancement, et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

ART. 5. — Le Secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies et le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat Français et au *Bulletin officiel* du Secrétariat d'Etat aux Colonies et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943.

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

### Personnel

#### Régime des déplacements

N° 273 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

29 mai 1945. — Conformément aux instructions ministérielles faisant l'objet du télégramme n° 35/DP. du 8 mai 1945, l'arrêté général 3403/F. du 16 décembre 1944, relatif au régime des déplacements, est rendu applicable au territoire pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1945.

ARRETE N° 3403 F. du 16 décembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et les passages du personnel colonial et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 13 juin 1912, modifié par le décret du 27 mai 1928, relatif aux frais de déplacement des fonctionnaires, employés ou agents des services coloniaux ou locaux voyageant isolément dans les colonies et pays de protectorat;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1924, accordant le transport gratuit aux membres de la famille de fonctionnaires se déplaçant pour raison de santé;

Vu l'arrêté du 13 juillet 1942, fixant le régime des déplacements en Afrique occidentale française;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

Sous réserve de l'approbation du Ministre des Colonies;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 4 et 6 de l'arrêté du 13 juillet 1942 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Article 4. (nouveau). — Les fonctionnaires et agents de l'Administration en service en Afrique occidentale française appartenant aux cadres généraux et communs supérieurs sont classés pour le droit au transport et aux indemnités de déplacement, conformément aux indications du tableau annexe n° 1 joint au présent arrêté.

Les fonctionnaires des cadres métropolitains en service détaché et non intégrés dans les cadres coloniaux continuent à bénéficier, pendant la durée de leur détachement, du classement prévu par les tableaux annexés au décret du 3 juillet 1897 ou à défaut, par leur statut organique.

Les agents des cadres communs secondaires et spéciaux sont classés par catégorie conformément aux indications du tableau annexe n° 1 bis.

Le classement, le droit au transport et les indemnités de déplacement des agents des cadres locaux seront fixés par les chefs de territoire. Les avantages qui leur seront accordés ne devront pas être supérieurs à ceux fixés par l'arrêté général n° 3271 du 6 décembre 1944.

Article 6. (nouveau). — Le transport par voie aérienne doit, pour être gratuit, faire l'objet d'une autorisation spéciale du Gouverneur général ou du Gouverneur.

ART. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 1942 est complété comme suit :

Ne donnent pas droit à l'allocation de cette indemnité :

1<sup>o</sup> — Les déplacements prévus par l'arrêté du 19 décembre 1924 pour les membres des familles fonctionnaires...

Le reste sans changement.

ART. 3. — Les tableaux nos 2 et 2 bis, 3 et 3 bis et 4 annexes à l'arrêté du 13 juillet 1942 sont remplacés par les tableaux joints au présent arrêté.

ART. 4. — Les Gouverneurs des colonies du Groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Directeur général des Finances et le Directeur des Chemins de fer et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à partir du premier jour du mois suivant sa publication au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française.

Dakar, le 16 décembre 1944.

P. COURNARIE.

(Approuvé par télégramme officiel du Ministre des Colonies du 28 février 1945).



## I. — Classement des personnels appartenant aux cadres généraux et communs supérieurs.

CADRES	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE		2 <sup>e</sup> CATÉGORIE	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE	4 <sup>e</sup> CATÉG.	5 <sup>e</sup> CATÉG.
	A	B				
Administration centrale du Ministère des Colonies	Directeur Sous-Directeur.	Chef de bureau. Sous-chef de bureau	Rédacteur principal. Rédacteur. Commis principal d'ordre et de comptabilité.	Commis d'ordre et de comptabilité.		
Administrateurs des Colonies.		Administrateur en chef. Administrateur.	Administrateur adjoint. Elève administrateur.			
Agents techniques d'hygiène.			Agent technique principal de classe exceptionnelle.	Agent technique principal. Agent technique ordinaire et stagiaire.		
Agriculture (Services techniques).	Inspecteur général.	Ingénieur en chef. Ingénieur. Directeur de laboratoire. Chef des travaux de laboratoire.	Ingénieur adjoint et stagiaire. Assistant toutes classes. Assistant stagiaire.			
Travaux agricoles.			Conducteur en chef. Contrôleur en chef.	Conducteur principal. Conducteur. Aide-conducteur. Contrôleur. Instructeur agricole.		
Instructeurs agricoles et contrôleurs de la colonisation.						
Chemins de fer de l'Afrique occidentale française : 1 <sup>er</sup> Cadre général.	Directeurs et sous-directeurs à partir de 75.000 fr. de solde de présence.	Directeurs et Sous-Directeurs, Chefs de Service régionaux. Echelle 3. Echelle 4.	Echelle II. Echelle I.			
2 <sup>e</sup> Cadre commun supérieur.		Chef de division principal. Chef de division. Inspecteur divisionnaire principal. Inspecteur divisionnaire. Chef de bureau après 2 ans. Chef d'étude après 2 ans. Inspecteur après 2 ans. Chef de dépôt après 2 ans. Chef d'atelier après 2 ans.	Chef de bureau avant 2 ans. Chef d'étude avant 2 ans. Inspecteur avant 2 ans. Chef de dépôt avant 2 ans. Chef d'atelier avant 2 ans. Sous-chef de bureau. Sous-chef d'études. Agent comptable principal après 66 mois. Dessinateur principal après 66 mois. Agent technique principal après 66 mois. Sous-inspecteur. Chef de section. Sous-chef de dépôt, sous-chef d'atelier, chef de gare, contrôleur, chef de district principal, chef ouvrier et chef mécanicien après 66 mois.	Agent comptable principal, dessinateur principal, agent technique principal, chef de gare, contrôleur principal, chef de district principal, chef ouvrier, chef mécanicien avant 66 mois, avant 42 mois, avant 18 mois. Agent comptable, dessinateur, agent technique, sous-chef de gare, contrôleur, chef de district, ouvrier d'art, sous-chef mécanicien après 54 mois, avant 36 mois, avant 18 mois. Stagiaire.		
Commis-greffiers.			Commis-greffier principal après 4 ans.	Commis-greffier principal avant 4 ans et avant 2 ans. Commis-greffier de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Commis-greffier stag.		

CADRES	1 <sup>re</sup> CATEGORIE		2 <sup>e</sup> CATEGORIE	3 <sup>e</sup> CATEGORIE	4 <sup>e</sup> CATEG.	5 <sup>e</sup> CATEG.
	A	B				
<b>Contributions directes :</b> <b>a) Cadre métropolitain.</b>		Directeur. Inspecteur principal. Inspecteur.	Contrôleur-rédacteur. Contrôleur			
<b>b) Cadre commun.</b>			Contrôleur principal.	Contrôleur. Commis principal Commis.		
<b>Dames employées.</b> <b>Douanes (cadre métropolitain).</b>		Directeur. Sous-Directeur. Inspecteur principal. Inspecteur. Receveur principal. Contrôleur, rédacteur en chef. Contrôleur en chef. Receveur particulier de classe exceptionnelle. Capitaine.	Contrôleur rédacteur principal. Contrôleur-rédacteur. Contrôleur-rédacteur adjoint. Vérificateur principal. Vérificateur. Receveur subordonné. Commis principal. Contrôleur principal. Contrôleur. Receveur particulier de 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> catégorie. Lieutenant. Vérificateur principal de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe et vérificateur. Contrôleur principal de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Contrôleur hors classe et de 1 <sup>re</sup> classe. Commis principal hors classe. Capitaine de 3 <sup>e</sup> classe. Lieutenant de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Brigadier hors classe. Inspecteur adjoint. Contrôleur en chef.	Contrôleur stagiaire. Commis. Dame employée principale. Dame employée. Dame employée adjointe. Garde-magasin hors classe. Brigadier hors classe Garde-magasin. Brigadier. Sous-brigadier. Contrôleur 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> classe et stagiaire. Commis principal de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe. Commis. Brigadier de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Sous-brigadier Préposé	Préposé Préposé stagiaire	Matelot. Receveur auxiliaire
<b>Douanes (cadre commun).</b>		Directeur. Inspecteur principal et inspecteur. Vérificateur en chef Vérificateur principal de 1 <sup>re</sup> classe. Capitaine de 1 <sup>re</sup> et de 2 <sup>e</sup> classe.	Receveur particulier de 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> catégorie. Lieutenant. Vérificateur principal de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe et vérificateur. Contrôleur principal de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Contrôleur hors classe et de 1 <sup>re</sup> classe. Commis principal hors classe. Capitaine de 3 <sup>e</sup> classe. Lieutenant de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Brigadier hors classe. Inspecteur adjoint. Contrôleur en chef.	Contrôleur 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> classe et stagiaire. Commis principal de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe. Commis. Brigadier de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Sous-brigadier Préposé		
<b>Eaux et Forêts (personnel colonial).</b>	Inspecteur général.	Inspecteur principal. Inspecteur. Conservateur.	Receveur 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe,	Contrôleur principal. Contrôleur. Aide-contrôleur.		
<b>Enregistrement (cadre métropolitain).</b>		Directeur. Inspecteur principal. Receveur principal de 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> classe.				
<b>Enseignement :</b> <b>I. Enseignement secondaire.</b>		Proviseur, censeur et professeur agrégé. Proviseur, censeur, professeur licencié ou certifié hors classe, 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> classe. Surveillant général et préparateur licencié, 3 <sup>e</sup> , 2 <sup>e</sup> , 1 <sup>re</sup> , classe et hors classe. Surveillant général non licencié et professeur adjoint licencié hors classe.	Proviseur, censeur, professeur licencié ou certifié, 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe. Surveillant général et préparateur licencié 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe. Surveillant général non licencié, 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe. Professeur adjoint et répétiteur bachelier hors classe, 1 <sup>re</sup> classe.			
<b>II. Enseignement technique et de l'apprentissage :</b> <b>a) Personnel du degré supérieur.</b>		Directeur, Professeur et professeur technique, Chef de travaux pratiques. Professeur technique adjoint breveté ou assimilé, professeur technique adjoint recruté au concours hors classe, 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> classe.	Chef de travaux pratiques professeur technique adjoint breveté ou assimilé et professeur technique adjoint recruté au concours de 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe,	Surveillant général non licencié et professeur adjoint, licencié de 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe Professeur adjoint et répétiteur bachelier de 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> cl. stagiaire.		

CADRES	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE		2 <sup>e</sup> CATÉGORIE	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE	4 <sup>e</sup> Catégorie	5 <sup>e</sup> Catégorie
	A	B				
b) Personnel des écoles techniques pratiques.		<p>Directeur, directrice, professeur, professeur technique, surveillant général pourvu du professorat hors classe, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe.</p> <p>Professeur technique adjoint, surveillant général non pourvu du professorat hors classe et 1<sup>re</sup> classe.</p>	<p>Directeur, directrice, professeur, professeur technique, surveillant général pourvu du professorat de 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe.</p> <p>Professeur technique adjoint et surveillant général non pourvu du professorat de 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, et 4<sup>e</sup> classe.</p> <p>Contremaître hors classe et de 1<sup>re</sup> classe.</p> <p>Maître interne chargé d'enseignement hors classe et de 1<sup>re</sup> classe.</p>	<p>Professeur technique adjoint et surveillant général non pourvu du professorat de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe.</p> <p>Contrôleur 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe.</p> <p>Maître interne chargé d'enseignement 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe et stagiaire.</p>		
c) Personnel des écoles professionnelles et des sections d'enseignement professionnel.		<p>1<sup>re</sup> Section supérieure.</p> <p>Directeur, directrice, professeur, professeur technique hors classe, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe.</p> <p>2<sup>e</sup> Section normale.</p> <p>Directeur, directrice, professeur et professeur technique hors classe, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe.</p> <p>Professeur adjoint, professeur technique adjoint, contremaître et maîtresse d'atelier hors classe et de 1<sup>re</sup> classe.</p>	<p>Directeur, directrice, professeur et professeur technique de 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe.</p> <p>Directeur, directrice, professeur et professeur technique de 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe.</p> <p>Professeur adjoint, professeur technique adjoint, contremaître et maîtresse d'atelier de 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classe.</p>			
d) Chefs de travaux pratiques.			<p>1<sup>re</sup> Degré complémentaire.</p> <p>Chef de travaux pratiques.</p> <p>2<sup>e</sup> Degré ordinaire.</p> <p>Chef de travaux pratiques hors classe et 1<sup>re</sup> classe.</p>	<p>2<sup>e</sup> Degré ordinaire.</p> <p>Chef de travaux pratiques de 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe et stagiaire.</p>		
III. Personnel de contrôle de l'enseignement primaire.		<p>Chef de service.</p> <p>Inspecteur de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe.</p>	<p>Inspecteur primaire de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classe.</p>			
IV. Personnel de l'enseignement primaire.		<p>1<sup>re</sup> Degré complémentaire.</p> <p>Instituteur hors classe.</p>	<p>1<sup>re</sup> Degré complémentaire.</p> <p>Instituteur de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classe.</p> <p>2<sup>e</sup> Degré ordinaire.</p> <p>Instituteur hors classe et de 1<sup>re</sup> classe.</p> <p>Institutrices tous grades.</p>	<p>2<sup>e</sup> Degré ordinaire.</p> <p>Instituteur de 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe.</p>		
V. Personnel de l'enseignement musulman		<p>Directeur de Médersa hors classe.</p>	<p>Directeur de Médersa de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe.</p> <p>Professeur de Médersa hors classe et de 1<sup>re</sup> classe.</p>	<p>Directeur de Médersa de 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classe.</p> <p>Professeur de Médersa de 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> classe et stagiaire.</p>		

CADRES	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE		2 <sup>e</sup> CATÉGORIE	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE	4 <sup>e</sup> Catégorie	5 <sup>e</sup> Catégorie
	A	B				
<b>VI. Personnel de l'éducation générale et des Sports :</b>						
<b>A. Personnel de direction et de contrôle.</b>		Inspecteur toutes classes.	Inspecteur adjoint de 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe.			
<b>B. Personnel d'enseignement</b>		Inspecteur adjoint de 1 <sup>re</sup> à 4 <sup>e</sup> classe. Professeur d'éducation physique hors classe, 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Moniteur chef hors cl.	Professeur d'éducation physique de 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe. Moniteur chef de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe. Moniteur hors classe et 1 <sup>re</sup> classe.	Moniteur chef de 5 <sup>e</sup> cl. et stagiaire. Moniteur de 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> cl. et stagiaire.		
<b>Personnel scientifique et technique de l'Institut français d'Afrique noire.</b>						
<b>a) Personnel scientifique.</b>		Directeur de l'Institut français d'Afrique noire. Assistant principal. Assistant hors classe, 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> classe.	Assistant de 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> classe et stagiaire.			
<b>b) Personnel technique</b>			Aide-technique en chef. Aide-technique principal de 1 <sup>re</sup> classe.	Aide-technique principal de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Aide-technique.		
<b>Greffiers.</b>		Greffier en chef de la Cour d'appel.	Greffier.	Géologue stagiaire.		
<b>Géologues.</b>		Géologue en chef. Géologue principal.	Géologue et géologue assistant toutes classes. Chef imprimeur.			
<b>Imprimeries officielles.</b>				Ouvrier principal et ouvrier. Ouvrier adjoint.		
<b>Infirmières et sages-femmes coloniales.</b>			Infirmières ou sages-femmes principales et hors classe.	Infirmières et sages-femmes coloniales toutes classes.		
<b>Magistrature.</b>	Procureur général. Président de Cour d'appel	Vice-président de la Cour d'appel. Avocat général. Conseiller à la Cour. Substitut du procureur général. Président et procureur de la République. (Emplois du 3 <sup>e</sup> au 9 <sup>e</sup> degré.)	Juge d'instruction tribunal de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Juge de paix C. E. 1 <sup>er</sup> degré. Juge et substitut tribunal de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Vice-président de tribunal de 3 <sup>e</sup> classe. Juge d'instruction tribunal de 3 <sup>e</sup> classe et juge de paix à compétence étendue de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Attaché de Parquet. Médecin adjoint.			
<b>Médecins de l'Assistance médicale indigène.</b>		Médecin principal. Médecin.				
<b>Médecins, pharmaciens et sages-femmes africains.</b>			Médecin, pharmacien et sage-femme africain principal.	Médecin, pharmacien et sage-femme africain 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe.		
<b>Météorologistes:</b>						
<b>1<sup>er</sup> Cadre général.</b>	Ingénieur général.	Ingénieur en chef. Ingénieur principal.	Ingénieur météorologiste. Ingénieur adjoint. Ingénieur stagiaire. Assistant météorologiste principal. Météorologiste principal hors classe.	Assistant météorologiste de 1 <sup>re</sup> et autres classes. Météorologiste principal. Météorologiste.		
<b>2<sup>e</sup> Cadre commun.</b>						

CADRES	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE		2 <sup>e</sup> CATÉGORIE	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE	4 <sup>e</sup> CAT.	5 <sup>e</sup> CAT.
	A	B				
Police.		Commissaire hors classe.	Commissaire de classe exceptionnelle Commissaire de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe. Inspecteur principal.	Inspecteur.		
Ports et Rades.		Capitaine de 1 <sup>re</sup> classe.	Capitaine de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe	Lieutenant.	Vice-Lieutenant de Port Maître de Port	
Postes et télégraphes : 1 <sup>er</sup> Cadre général,	Inspecteur général.	Ingénieur en chef. Ingénieur principal. Directeur des Transmissions. Inspecteur des Transmissions coloniales 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe Receveur supérieur des Transmissions coloniales. Ingénieur radio-électricien Ingénieur des installations. Contrôleur rédacteur principal 1 <sup>re</sup> classe. Receveur après 3 ans. Chef centre radio ou chef de section des installations radio. Chef de section des centraux téléphoniques et télégraphiques de 1 <sup>re</sup> classe.	Inspecteur des Transmissions de 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> classe. Ingénieur adjoint radioélec. Ing. adjoint des install. Contrôleur-rédacteur principal de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Contrôleur-rédacteur. Contrôleur principal de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Contrôleur de 1 <sup>re</sup> classe. Chef de poste radio ou contr. ppal. des install. rad. Chef de section des centraux téléph. de 2 <sup>e</sup> classe Contrôleur principal des centraux téléphoniques et télégraphiques. Contrôleur du service des installations ou contrôleur du service des lignes Vérificateur principal du service des installations ou chef d'équipe principal du service des lignes	Contrôleur de 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe. Sous-chef de poste radio et contrôleur des installations radio-électriques et stag. Contrôleur des centraux téléphoniques et télégraphiques de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> classe et stagiaire. Vérificateur du service des installations ou chef d'équipe du service des lignes.		
2 <sup>e</sup> Cadre commun supérieur		Directeur. Inspecteur. Receveur comptable et centralisateur.	Rédacteur principal. Rédacteur. Receveur. Contrôleur principal. Mécanicien-élect. principal Monteur électricien principal après 3 ans. Chef d'atelier des lignes après 3 ans.	Contrôleur. Commis principal. Commis. Mécanicien-électricien Aide-mécanicien-électricien. Chef d'atelier des lignes principal avant 3 ans Monteur électricien ppal. avant 3 ans. Monteur électricien. Chef surveillant principal. Chef surveillant.		
* Radiotélégraphie : 1 <sup>er</sup> Cadre général des Ingénieurs radio. 2 <sup>e</sup> Cadre général des Opérateurs et Mécaniciens radio-électriciens.	Inspecteur général de 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> cl	Ingénieur en chef. Ingénieur principal. Ingénieur de 1 <sup>re</sup> classe	Ingénieur de 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> classe.  Chef de poste. Sous-chef de poste.	Opérateur ou mécanicien de toutes classes.		

CADRES	1 <sup>re</sup> CATÉGORIE		2 <sup>e</sup> CATÉGORIE	3 <sup>e</sup> CATÉGORIE	4 <sup>e</sup> CAT.	5 <sup>e</sup> CAT.
	A	B				
Service radiotélégraphique.		Ingénieur radio après 3 ans.	Ingénieur radio avant 3 ans. Chef de station. Sous-chef station après 2 ans.	Sous-chef de station avant 2 ans. Commis principal et commis. Mécanicien principal et mécanicien.		
Secrétariats généraux (cadre général). Commis principaux et commis des Secrétariats généraux. Services civils.		Chef de bureau hors classe. Chef de bureau de 1 <sup>re</sup> classe. Adjoint principal hors classe.	Chef de bureau de 2 <sup>e</sup> classe. Sous-chef de bureau. Commis ppal de cl. except. Adjoint ppal de cl. except. Adjoint principal. Adjoint.	Commis principal. Commis. Commis.		
Services financiers et comptables.		Chef de bureau. Sous-chef de bureau de 1 <sup>re</sup> classe.	Sous-chef de bureau de 2 <sup>e</sup> cl. Commis ppal de clas. exceptionnelle après 8 ans.	Commis principal de classe exceptionnelle avant et après 4 ans. Commis principal. Commis.		
Service topographique. Travaux publics et Mines : 1 <sup>er</sup> Cadre général et cadre auxiliaire.		Géomètre inspecteur.	Géomètre en chef. Géomètre ppal après 4 ans.	Commis principal de classe exceptionnelle avant et après 4 ans. Géomètre ppal avant 4 et avant 2 ans. Géomètre adjoint.		
2 <sup>e</sup> Cadre commun.	Ingénieur général. Ingénieur en chef R.C., 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> classe exerçant fonct. d'insp. gén. dir. Chef de Service des T. P. et Min. d'un Gov. gén.	Ingénieur en chef. Ingénieur principal. Ingénieur hors classe.	Ingénieur. Ingénieur adjoint. Adjoint technique principal. Adjoint technique.			
			Adjoint technique ppal hors classe, 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Chef surveillant principal, chef ouvrier d'art principal et maître de phare principal après 2 ans. Chef dessinateur principal et chef comptable principal après 2 ans.	Adjoint technique ppal de 4 <sup>e</sup> classe. Adjoint technique. Chef surveillant ppal, chef ouvrier d'art et maître de phare ppal, chef dessinateur principal et chef comptable principal avant 2 ans. Chef dessinateur, chef comptable. Chef surveillant. Chef ouvrier d'art. Maître de phare. Dessinateur principal, comptable ppal, surveillant ppal, ouvrier d'art ppal et sous-maître de ph. ppal. Dessinateur, comptable, surveillant, ouvrier d'art et sous-maître de phare toutes classes.		
Cadre général des Chimistes.		Chimiste en chef. Chimiste principal. Chimiste hors classe.	Chimiste et chimiste assistant toutes classes.			
Trésoriers-Payeurs et Trésoreries coloniales.	Trésorier général.	Trésorier-Payeur. Payeur de 1 <sup>re</sup> classe.	Payeur de 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe. Commis principal.	Commis.		
Vétérinaires.	Inspecteur général vétérinaire.	Vétérinaire en chef. Vétérinaire.	Vétérinaire adjoint. Vétérinaire stagiaire.			

1<sup>bis</sup>. — Cadres communs secondaires et spéciaux.

CADRES	7 <sup>e</sup> CATÉGORIE	8 <sup>e</sup> CATÉGORIE	9 <sup>e</sup> CATÉGORIE	10 <sup>e</sup> CATÉGORIE
Administration générale (commis des Services administratifs).	Commis principal,	Commis ordinaire.	Commis adjoint et stagiaire.	
Agriculture (surveillants).	Surveillant d'agriculture principal.	Surveillant d'Agriculture ordinaire.	Surveillant d'Agriculture adjoint et stagiaire.	
Douanes.	Commis des Douanes principal. Brigadier-Chef.	Commis ordinaire. Brigadier de 1 <sup>re</sup> classe et 2 <sup>e</sup> classe.	Commis adjoint et stagiaire. Sous-brigadier et préposé.	
Eaux et Forêts (assistants.)	Assistant forestier principal.	Assistant forestier ordinaire.	Assistant forestier adjoint et stagiaire.	
Enregistrement.	Commis de l'Enregistrement principal.	Commis de l'Enregistrement ordinaire.	Commis de l'Enregistrement adjoint et stagiaire.	
Enseignement primaire : 1 <sup>er</sup> Instituteurs. 2 <sup>e</sup> Institutrices.	Instituteur principal. Institutrice principale.	Instituteur ordinaire. Institutrice.	Instituteur adjoint et stagiaire. Institutrice adjoint et stagiaire.	
3 <sup>e</sup> Moniteurs d'enseignement rural.		Moniteur principal.	Moniteur ordinaire, adjoint et stagiaire.	
Identité judiciaire.	Commis principal.	Commis ordinaire.	Commis adjoint et stagiaire.	
Justice (secrétaires des Greffes et Parquets).	Secrétaire des Greffes et Parquets principal.	Secrétaire des Greffes et Parquets ordinaire.	Secrétaire des Greffes et Parquets adjoint et stagiaire.	
Institut français d'Afrique noire (préparateurs).	Préparateur hors classe et principal.	Préparateur ordinaire.	Préparateur adjoint et stagiaire.	
Assistante médicale : 1 <sup>re</sup> Infirmières visiteuses.		Infirmière visiteuse principale. Infirmiers-chefs de 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> classe.	Infirmière visiteuse ordinaire et stagiaire. Infirmier major, ordinaire, stagiaire ou surnuméraire.	
2 <sup>e</sup> Infirmiers du Service général de la Maladie du sommeil.				
Imprimeries (1).	Ouvrier imprimerie principal (1).	Ouvrier imprimerie ordinaire.	Ouvrier imprimerie adjoint et stagiaire.	
Imprimerie du Gouvernement général (2).	Ouvrier principal (2).	Ouvrier principal 3 <sup>e</sup> échelon. Ouvrier. Ouvrier adjoint 1 <sup>er</sup> échelon.	Ouvrier adjoint 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> échelon auxiliaire et stagiaire.	
Service météorologique.	Aide-météorologiste principal.	Aide-météorologiste ordinaire.	Aide-météorologiste adjoint et stagiaire.	
P.T.T. (cadre des commis).	Commis, mécanicien et monteur électricien des Transmissions principal.	Commis, mécanicien et monteur électricien ordinaire.	Commis, mécanicien et monteur électricien, adjoint et stagiaire.	
Service du Trésor : 1 <sup>er</sup> Comptables des Trésoreries.	Comptable des Trésoreries principal.	Comptable des Trésoreries ordinaire.	Comptable des Trésoreries adjoint et stagiaire.	
2 <sup>e</sup> Agents de poursuite des Trésoreries.	Agent de poursuite principal.	Agent de poursuite ordinaire.	Sous-agent de poursuite et stagiaire.	
Service de l'Élevage : Vétérinaires auxiliaires.	Vétérinaire auxiliaire principal.	Vétérinaire auxiliaire ordinaire.	Vétérinaire stagiaire.	
Services financiers.	Comptable des S. F. principal.	Comptable des S. F. ordinaire.	Comptable des S. F. adjoint et stagiaire.	
Services Travaux publics.	Topographe-projeteur, chef de chantier ou d'atelier principal.	Topographe-projeteur chef de chantier ou d'atelier ordinaire.	Topographe-projeteur chef de chantier ou d'atelier adjoint et stagiaire.	

(1) Arrêté 3270 P. du 6 décembre 1944.

(2) Arrêté général 3269 P. du 6 décembre 1944.





Tableau n° 2

## Poids des bagages (déplacement définitif)

CATÉGORIES	POIDS DES BAGAGES (1) (DÉPLACEMENT DÉFINITIF)		MAJORATION PROVISOIRE (2)	
	Pour le fonctionnaire	Pour la famille voyageant avec son chef ou isolément	Célibataire	Marlé
1 <sup>re</sup> Catégorie A (D.3 juillet 1897) . . . . .	750 kilos	450 kilos	400	650
1 <sup>re</sup> Catégorie B . . . . .	500 —	250 —	300	500
2 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	400 —	250 —	300	500
3 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	350 —	200 —	250	450
4 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	300 —	150 —	250	450
5 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	300 —	150 —	250	450
6 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	300 —	150 —	250	450
7 <sup>e</sup> Catégorie spéciale . . . . .	300 —	150 —	150	350
8 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	200 —	125 —	100	300
9 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	150 —	100 —	100	200
10 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	150 —	100 —	100	200

(1) Le poids des bagages de la famille est majoré par enfant ayant droit au transport gratuit :

De 100 kilos pour les catégories de 1 à 6.

De 50 kilos pour les catégories de 7, 8, 9 et 10.

(2) Cette majoration qui ne peut être appliquée que pour les mutations à l'intérieur de l'Afrique occidentale française ne peut être utilisée par voie ferrée que si la totalité des bagages est transportée en petite vitesse.

Tableau n° 2 bis

## Poids des bagages (Déplacement temporaire).

CATÉGORIES	DÉPLACEMENT D'UNE DURÉE	
	INFÉRIEURE à 15 jours	ÉGALE ou supérieure à 15 jours
1 <sup>re</sup> Catégorie A (D.3 juillet 1897) . . . . .	300 kilos.	400 kilos.
1 <sup>re</sup> Catégorie B . . . . .	150 —	200 —
2 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	100 —	150 —
3 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	100 —	150 —
4 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	75 —	100 —
5 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	75 —	100 —
6 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	75 —	100 —
7 <sup>e</sup> Catégorie spéciale . . . . .	50 —	75 —
8 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	25 —	50 —
9 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	25 —	50 —
10 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	25 —	50 —

NOTA. — Sur les parcours où le transport est assuré par porteurs il est alloué un porteur par 25 kilos de bagages.

Tableau n° 3  
Indemnité de déplacement définitif

CATÉGORIES	INDEMNITÉ DE DÉPLACEMENT		
	CÉLIBATAIRE ou chef de famille	FEMME et enfant d'au moins 10 ans	ENFANT de moins de 10 ans
1 <sup>re</sup> Catégorie A (Décret 3 juillet 1897) . . . . .	168 »	118 »	84 »
1 <sup>re</sup> Catégorie B . . . . .	152 »	106 »	76 »
2 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	130 »	91 »	65 »
3 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	110 »	77 »	53 »
4 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	91 »	64 »	45 »
5 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	82 »	57 »	41 »
6 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	82 »	57 »	41 »
7 <sup>e</sup> Catégorie spéciale . . . . .	38 »	27 »	19 »
8 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	32 »	22 »	16 »
9 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	26 »	18 »	13 »
10 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	20 »	14 »	10 »

Tableau n° 3 bis  
Indemnité de déplacement temporaire

CATÉGORIES	CHEF DE FAMILLE dont la famille est présente à LA COLONIE	AUTRES CAS
1 <sup>re</sup> Catégorie A (D. 3 juillet 1897) . . . . .	168	126
1 <sup>re</sup> Catégorie B . . . . .	152	115
2 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	130	100
3 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	110	84
4 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	91	69
5 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	82	62
6 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	82	62
7 <sup>e</sup> Catégorie spéciale . . . . .	38	31
8 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	32	26
9 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	26	21
10 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	20	16

Tableau n° 4  
Classement sur les paquebots et les chemins de fer  
en A. O. F.

CATÉGORIES	CHEMIN DE FER	PAQUEBOT
1 <sup>re</sup> Catégorie A (D.3 juillet 1897) . . . . .	1 <sup>re</sup> classe.	1 <sup>re</sup> classe.
1 <sup>re</sup> Catégorie B . . . . .	1 <sup>re</sup> —	1 <sup>re</sup> —
2 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	1 <sup>re</sup> —	1 <sup>re</sup> —
3 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	1 <sup>re</sup> —	2 <sup>e</sup> —
4 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	1 <sup>re</sup> —	2 <sup>e</sup> —
5 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	1 <sup>re</sup> —	2 <sup>e</sup> —
6 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	1 <sup>re</sup> —	2 <sup>e</sup> —
7 <sup>e</sup> Catégorie spéciale . . . . .	2 <sup>e</sup> —	2 <sup>e</sup> —
8 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	2 <sup>e</sup> —	3 <sup>e</sup> —
9 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	3 <sup>e</sup> —	3 <sup>e</sup> —
10 <sup>e</sup> Catégorie . . . . .	3 <sup>e</sup> —	3 <sup>e</sup> —

**Sacs vides**

**ARRETE N° 1402 SE. du 11 mai 1945.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant application aux territoires d'outre-mer de la loi du 12 juillet 1938, sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 5 décembre 1939 autorisant les chefs des colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette exportation;

Vu l'arrêté général N° 3683 ter/SE. du 16 octobre 1943 réglementant les mouvements de sacs vides à l'intérieur de l'A.O.F.;

Vu l'arrêté général N° 3448 SEC./8 du 21 décembre 1944 complétant l'article 3 de l'arrêté N° 3683 ter/SE. du 16 octobre 1943 précité;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'arrêté n° 3683 ter/SE. du 16 octobre 1943 réglementant les mouvements de sacs vides à l'intérieur de l'A. O. F., et l'arrêté n° 3448 SE. du 21 décembre 1944 qui l'a modifié sont abrogés.

**ART. 2.** — La déclaration des stocks de sacs vides neufs ou usagés, en jute ou en fibres dures, est obligatoire au premier jour de chaque trimestre.

En conséquence, les déclarations se feront le 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

**ART. 3.** — Les gouverneurs pourront procéder au blocage en cas de besoin de tout ou partie des stocks de sacs existants. Ils pourront en outre, lorsqu'ils l'estimeront utile pour favoriser le développement de la production, habilitier les autorités administratives compétentes à prescrire tous transferts de sacs vides d'une maison de commerce à une autre, aux prix de demi-gros, à l'intérieur d'une même colonie.

L'autorité administrative qui a prescrit le transfert notifiera à l'autorité administrative du lieu de destination les dits transferts.

**ART. 4.** — La sacherie fournie par les alliés est en principe réservée à l'exportation des produits destinés aux pays alliés ou aux ravitaillements généraux de la métropole ou de l'Afrique du Nord. Les attributaires de cette sacherie devront en tenir une comptabilité permettant de justifier à tout moment qu'elle n'a été revendue qu'à des commerçants titulaires d'une attestation du syndicat des exportateurs des produits considérés, ou à défaut, du bureau économique de la colonie ou du territoire intéressé, certifiant que les dits commerçants sont bien exportateurs des produits en cause.

**ART. 5.** — Les charrois intérieurs, les expéditions intercoloniales s'effectueront à l'aide de sacs de fabrication locale, de sacs usagés ou de sacs de prove-

nance des pays alliés reconnus impropres à leur utilisation pour l'exportation telle qu'elle est définie à l'article 4 ci-dessus.

**ART. 6.** — Toutefois, des dérogations à la règle fixée à l'article 4 pourront être accordées par les gouverneurs dans les cas où ils les estimeront utiles pour le transport intérieur des produits d'exportation destinés aux pays alliés ou aux ravitaillements généraux de la métropole ou de l'Afrique du Nord ou des produits vivriers nécessaires au ravitaillement intercolonial de la fédération.

**ART. 7.** — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles, conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

**ART. 8.** — Les Gouverneurs des colonies et le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 11 mai 1945.

P. Cournarie.

**Marchandises d'importation**

**ARRETE N° 1484 SE. du 18 mai 1945.**

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes modificatifs;

Vu l'arrêté N° 1042 du 8 avril 1944 fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation réceptionnées par voie administrative et les textes subséquents qui l'ont modifié notamment les arrêtés 2611 du 16 septembre 1944, 3053 du 15 novembre 1944 et 621 du 26 février 1945;

Vu la lettre N° 294 SCE. du 20 avril 1945 du Gouverneur du Sénégal;

Sous réserve d'approbation en commission permanente du conseil de Gouvernement;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 7 de l'arrêté 1042 du 8 avril 1944 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les gouverneurs des colonies constituant un secteur de répartition et le Gouverneur général pour le secteur Dakar-Sénégal, pourront décider des attributions directes de marchandises, en dérogation des principes posés à l'article 2 et dans les conditions qui leur paraîtront les plus adéquates pour favoriser le développement de la production ou dans un but de politique indigène, étant entendu que ces attributions devront être réservées aux commerçants qui étaient intéressés aux marchandises considérées et payaient patente à la date de la mise en vigueur de l'arrêté susvisé.

« L'ensemble des attributions effectuées en vertu du présent article ne pourra toutefois dépasser 10 % de la masse des marchandises à répartir ».

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, le Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo et le Directeur général des services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 18 mai 1945.

P. COUNARIE.

### Manioc

ARRETE N° 1603 SE. du 28 mai 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 1680/SE. du 3 mai 1943 modifiant l'article 2 de l'acte susvisé du 14 mars 1942;

Vu l'ordonnance du 27 mars 1944, attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix issue de l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » précédemment validée par l'ordonnance du 10 mars 1943;

Vu l'arrêté n° 669 SE./P. du 1<sup>er</sup> mars 1945 fixant la valeur FOB port d'embarquement de la farine de manioc destinée à l'exportation hors de l'A.O.F.;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 669 SE. du 1<sup>er</sup> mars 1945 fixant la valeur F.O.B. port d'embarquement de la farine de manioc destinée à l'exportation hors de l'A.O.F., est abrogé.

ART. 2. — La valeur F.O.B. port d'embarquement des produits ci-dessous désignés et destinés à l'exportation hors de l'A.O.F. est fixée ainsi qu'il suit à la tonne logée :

a) Manioc sec brisé au pilon et en paillettes en provenance du Togo et du Dahomey . . . 4.636 frs.

b) — Farine de manioc sec broyé et blutté exportée par Dakar . . . 16.300 frs.

ART. 3. — Le Gouverneur du Dahomey, le Commissaire de la République au Togo et le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 28 mai 1945.

P. Le Gouverneur général en tournée,  
Le Gouverneur des Colonies,  
Secrétaire général du Gouvernement général,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,  
Y. DIGO.

### Bois débités

ARRETE N° 1607 TP. du 29 mai 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 19 septembre 1936, modifié par celui du 20 juillet 1937, portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944, attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix, issue de l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » complété par l'arrêté N° 4710 SE. du 31 décembre 1942 et par celui N° 1294 SE. du 29 mars 1943;

Vu l'arrêté N° 456 TP. du 10 février 1945 concernant le régime des produits industriels en A.O.F. et au Togo, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté N° 2433 TP. du 15 juillet 1942, modifié par l'arrêté 3304/TP. du 21 septembre 1942, relatif à la répartition des bois locaux;

Sur la proposition de l'Ingénieur général, Directeur général des Travaux Publics de l'A.O.F. et du Togo;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition des bois débités d'origine locale est assurée dans le cadre de la réglementation générale instituée par l'arrêté 456/TP. du 10 février 1945 sous réserve des modalités particulières ci-après.

ART. 2. — Chaque colonie ou territoire (Togo compris) fera parvenir au Directeur de la Production Industrielle au plus tard pour le 10 du dernier mois de chaque trimestre de calendrier (10 mars, 10 juin, 10 septembre, 10 décembre) un état faisant ressortir :

1<sup>re</sup> — les prévisions de fabrication de chacune des scieries de la colonie ou du territoire pour le trimestre suivant;

2<sup>o</sup> — l'ordre d'urgence des besoins à satisfaire au cours du dit trimestre accompagné de justifications précises.

Dans les mêmes conditions et aux mêmes dates que ci-dessus les grands services administratifs d'intérêt fédéral (Direction des Transports et Direction des Transmissions pour leurs besoins à satisfaire sur le territoire de la Circonscription de Dakar), l'Office du Niger et les grands services militaires ou assimilés stationnés à Dakar (armée de terre, marine nationale, armée de l'air, infrastructure aérienne) feront parvenir au directeur de la Production Industrielle un état justifié de leurs besoins.

ART. 3. — Sur le vu de ces états, le directeur de la Production Industrielle, répartiteur fédéral, fixera pour le trimestre suivant et en mètres cubes de bois scié :

1<sup>re</sup> — pour chaque territoire dont, eu égard aux besoins qu'il aura retenus, la production est excédentaire la part de production dont ce territoire ne pourra disposer. L'ensemble de ces parts constituera le « contingent général ».

2° — pour chaque territoire dont la production est déficitaire, le crédit matière dont ce territoire pourra disposer à valoir sur le contingent général.

3° — la part du contingent général destinée aux utilisateurs finals désignés au dernier alinéa de l'article 2.

4° — la part du contingent général à placer en réserve fédérale et celle destinée à l'exportation.

Les notifications nécessaires seront faites aux différents intéressés autant que possible dans les dix premiers jours de chaque trimestre. En outre, le répartiteur fédéral fera connaître à l'Inspection Générale des Forêts de l'A.O.F. les modalités de la répartition.

ART. 4. — Les territoires qui n'auront pas fait parvenir à la date fixée l'état prévisionnel spécifié au premier alinéa de l'article 2, seront considérés comme n'ayant aucun besoin à satisfaire sur le contingent général.

Si la production moyenne de ces territoires a été excédentaire au cours des trois derniers trimestres, la part de leur production à verser au contingent général sera fixée à la moyenne de leur contribution antérieure calculée sur les trois derniers trimestres.

Les dispositions prévues au premier alinéa du présent article s'appliquent aux organismes militaires ou administratifs qui n'auront pas présenté leur état de besoin dans les délais impartis.

ART. 5. — La production de chaque colonie ou territoire, déduction faite pour les territoires excédentaires de la part à verser au contingent général, constitue le « *contingent local* ».

Le stock approvisionnement du territoire comprend ainsi :

1° — le contingent local;

2° — la part du contingent général qui lui est éventuellement attribuée.

ART. 6. — Les utilisateurs autres que ceux désignés au dernier alinéa de l'article 2, les intermédiaires ou les commerçants désirant obtenir une attribution de bois débités en feront la demande au répartiteur local (Service local de la Production Industrielle) du territoire sur lequel ils comptent utiliser ces bois ou les mettre en vente.

Ces demandes porteront les indications suivantes : espèces de bois cube, nature du débit et justification d'emploi.

ART. 7. — Chaque territoire fixera la réglementation relative à la distribution des bois débités provenant de son contingent local et au fonctionnement des scieries destinées à le fournir, compte tenu des dispositions de l'article 7 de l'arrêté n° 2433/TP. du 15 juillet 1942 et de celles de l'article 10 du présent arrêté.

Toute commande directe en scierie sur contingent local donnera lieu à l'établissement en faveur du bénéficiaire d'une « *licence locale* » valable sur le seul territoire d'émission.

ART. 8. — Les attributions sur contingent général donneront lieu à l'établissement d'une « *licence générale* » permettant l'achat du bois scié sur un territoire déterminé de la fédération précisé sur la licence.

Cette licence générale est délivrée à l'attributaire soit par le répartiteur fédéral sur la part du contingent général dont il s'est réservé la répartition, soit par les répartiteurs locaux sur la part du contingent général mise à la disposition de leur territoire.

Les licences générales concernant les bois destinés à l'exportation hors de la Fédération sont établies par le territoire producteur sur demande du bénéficiaire.

Toute licence générale pour être utilisable doit être visée non seulement par le répartiteur qui l'aura délivrée, mais aussi par le répartiteur local du territoire où le bois est scié. Ce dernier visa est effectué à titre de contrôle. Il ne peut être refusé tant que le territoire émetteur ne dépasse pas les crédits matières qui lui ont été notifiés.

Pour tenir compte des fluctuations possibles de la production et de l'irrégularité éventuelle de l'approvisionnement des scieries en grumes, le répartiteur du territoire producteur pourra faire subir aux licences générales, au moment du visa prévu à l'alinéa précédent, soit un abattement quantitatif, soit une modification à l'espèce des bois désignés. Ne pourront toutefois subir aucun abattement quantitatif les licences sur lesquelles le répartiteur initial aura porté une mention particulière à cet effet. Dans le cas où l'abattement quantitatif à apporter éventuellement aux licences non pourvues de la mention précédente dépasserait 50%, le répartiteur du territoire producteur devra en informer le répartiteur initial afin de lui permettre s'il y a lieu de compenser ultérieurement la réduction opérée.

Chaque territoire bénéficiaire d'une part du contingent général doit adresser au répartiteur local du territoire producteur le relevé des licences qu'il a délivrées.

ART. 9. — Les licences générales sont valables pour un trimestre déterminé, la prolongation de validité pour le trimestre suivant pourra exceptionnellement et sur justification particulière, être accordée par le répartiteur qui l'aura délivrée, à charge pour ce dernier d'en aviser immédiatement le répartiteur fédéral.

Ces licences ne seront acceptées par le territoire producteur qu'à la condition qu'elles lui parviennent avant la fin du 2<sup>e</sup> mois du trimestre pour lequel elles sont valables.

A l'expiration de ce délai, chaque territoire contribuant à la fourniture du contingent général fera parvenir au Directeur de la Production Industrielle, la situation des commandes adressées par les divers bénéficiaires et indiquera les quantités qui n'auraient pas été utilisées par les intéressés.

Compte tenu des quantités considérées comme disponibles, une répartition complémentaire pourra être effectuée. Les licences générales établies à la suite de cette répartition seront acceptées par le territoire producteur pendant un délai de quarante cinq jours

à compter de la dite répartition. Leur durée de validité ne sera prolongée en aucun cas.

ART. 10. — Les bénéficiaires de licences générales ou locales pourront passer immédiatement commande à une scierie de leur choix pourvu que cette scierie soit située sur le territoire indiqué sur la licence et que la quantité de bois commandée ne dépasse pas celle autorisée.

La scierie est tenue d'exécuter les commandes autorisées dans l'ordre dans lequel elle les reçoit.

Chaque scierie ouvrira un registre où seront inscrites avec le numéro d'ordre correspondant à leur arrivée, toutes les commandes.

La scierie inscrira ce numéro sur les deux exemplaires de la licence, en remettra un à l'acheteur et conservera l'autre dans ses archives, pour être présenté à tout contrôle de l'Administration.

L'exemplaire remis à l'acheteur suivra les bois à titre de permis de circulation, jusqu'à leur lieu d'utilisation. Tout lot de bois non accompagné de cette pièce justificative, sera considéré comme acheté en fraude et saisi, sans préjudice éventuellement des sanctions prévues à l'article 12 ci-après.

ART. 11. — Sont abrogés pour compter de la date du présent arrêté :

1<sup>o</sup> — les articles 1 à 6 inclus du Titre premier de l'arrêté n° 2433/TP. du 15 juillet 1942;

2<sup>o</sup> — l'arrêté n° 3304/TP. du 21 septembre 1942.

ART. 12. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées de la même manière que les infractions à l'arrêté 456/TP. du 10 février 1945.

ART. 13. — Les Gouverneurs des Colonies, le Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République Française au Togo, le Directeur Général des Travaux Publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 mai 1945.

*Pour le Gouverneur général en tournée,*

*Le Gouverneur des colonies,*

*Secrétaire général du Gouvernement général,*  
*chargé de l'expédition des affaires*  
*courantes et urgentes,*

Y. DIGO.

#### Réglementation des prix

ARRETE N° 1622 SE. du 29 mai 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » complétant, modifiant et codifiant le régime des prix et stocks dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté N° 3215/r. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix et actes modificatifs;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944 attribuant force de décrets à la réglementation sur le régime des prix;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 6 et 9 de l'arrêté du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix sont ainsi modifiés :

#### Tableau III — Origine locale

1<sup>o</sup> « article 6. — Le prix de revient licite des marchandises ou produits d'origine locale est déterminé en tenant compte exclusivement des éléments suivants qui devront être également justifiés par des pièces comptables :

A. — A l'intérieur de chaque colonie :

« 1<sup>o</sup> — Prix d'achat au producteur ou au fabricant. Ce prix devra être conforme au prix fixé ou homologué;

« 2<sup>o</sup> — le cas échéant, frais de manutention, de transport et d'assurance-transport jusqu'au magasin de vente ou au lieu de livraison, frais de retour et de location des emballages. Les frais de location des emballages ne pourront excéder un pourcentage de la valeur des dits emballages fixé par les gouverneurs dans chaque colonie ou territoire.

B. — Transactions intercoloniales :

« a) Marchandises ou produits d'origine locale ayant fait l'objet de la fixation d'un prix FOB à l'exportation.

« 1<sup>o</sup> — du prix FOB autorisé, déduire la commission de 1% pour frais généraux en Europe ainsi que les droits et taxes incorporés dans ce prix FOB mais non supportés par le produit du fait de sa non exportation;

« 2<sup>o</sup> — ajouter les frais de transport et d'assurance-transport jusqu'au port de débarquement;

« 3<sup>o</sup> — autres frais énumérés au n° 2 du paragraphe A.

« b) Autres marchandises ou produits d'origine locale (n'ayant pas fait l'objet d'un prix FOB ou sur wagon).

« Le prix à facturer par le vendeur est établi en partant du prix d'achat au producteur ou au fabricant majoré de tous frais intérieurs analogues à ceux prévus pour la détermination des prix FOB applicables aux échanges intercoloniaux comme indiqué aux éléments de l'alinéa a) du paragraphe B. Par ailleurs, le calcul des intérêts ne devra pas dépasser 4% l'an.

« C. Dans tous les cas, le produit de la récupération des emballages doit être déduit.

2<sup>o</sup> « Article 9 ....

*Au lieu de :*

« ... et aux éléments n°s 1 et 2 énumérés à l'article 6,

*Lire :*

« ... et aux éléments n°s 1, 2 et 3 de l'alinéa B énumérés à l'article 6 ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 mai 1945.

*P. Le Gouverneur général en tournée,  
Le Gouverneur des Colonies,  
Secrétaire général du Gouvernement général,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,  
Y. DIGO.*

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Chambre de Commerce du Togo

ARRETE N° 211 APA. du 24 avril 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 481/APA. du 11 septembre 1943 complétant l'arrêté n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la Chambre de Commerce du Togo;

Vu l'arrêté N° 531/APA. du 5 octobre 1943 modifiant l'arrêté N° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant organisation de la Chambre de Commerce du territoire du Togo;

Vu l'arrêté N° 182/APA. du 6 avril 1945 portant désignation de trois membres de la Chambre de Commerce du Togo;

Vu la liste des candidats présentée par la Chambre de Commerce du Togo;

Sous réserve de l'approbation de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Charles, directeur de l'Unelco, à Lomé, nommé membre suppléant citoyen français de la Chambre de Commerce du Togo par arrêté n° 182/APA. du 6 avril 1945 susvisé, est nommé membre titulaire citoyen français, en remplacement de M. Galtié, agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis, affecté en Côte d'Ivoire.

ART. 2. — M. Dole, agent fondé de pouvoirs de la Compagnie F.A.O. à Lomé, est nommé membre suppléant citoyen français de la Chambre de Commerce du territoire du Togo, en remplacement de M. Charles, nommé membre titulaire citoyen français.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 avril 1945.

J. NOUTARY.

(Approbation notifiée par TL n° 3011 SEC./7 du 27 mai 1945).

N° 309 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

7 juin 1945. — Est approuvé le compte définitif du budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1944 dont l'arrêté s'établit comme suit :

Recettes . . . . .	923.462,10
Dépenses . . . . .	645.005,05

d'où il résulte un excédent de recettes sur les dépenses de 278.457,05, qui a été versé au Fonds de Réserve, conformément aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1938.

## Organisation territoriale

### Subdivision d'Atakpamé

ARRETE N° 271 APA. du 29 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 255 du 2 juillet 1936 portant organisation territoriale du cercle du centre;

Vu l'arrêté N° 723 du 28 décembre 1938 portant rétablissement du cercle de Klouto;

Vu l'arrêté N° 464 du 4 septembre 1939 rétablissant la subdivision de Klouto et la rattachant au cercle du centre;

Vu l'arrêté N° 135 du 9 mars 1937 prononçant le rattachement du canton du Litimé à la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre);

Vu l'arrêté N° 161 du 21 mai 1941 portant modification dans l'organisation des cantons du cercle du centre;

Vu l'arrêté N° 113/APA. du 1<sup>er</sup> mars 1945 portant réorganisation du commandement indigène;

Sur la proposition du commandant du cercle du centre;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision d'Atakpamé (cercle du centre) telle qu'elle est définie par les arrêtés n° 255 du 2 juillet 1936, 135 du 9 mars 1937 et 464 du 4 septembre 1939 susvisés, est constituée par les cantons et villages suivants :

1<sup>o</sup> — Canton de l'Adélé : (Liste des villages sans changement).

2<sup>o</sup> — Canton de l'Akébou : (Liste des villages sans changement).

3<sup>o</sup> — Canton de l'Akposso-Nord : (Liste des villages sans changement).

4<sup>o</sup> — Canton de l'Akposso-Sud : (Liste des villages sans changement).

5<sup>o</sup> — Canton d'Atakpamé : comprenant les anciens cantons d'Atakpamé-Gnagna, Atakpamé-Djama et Atakpamé-Woudou.

6<sup>o</sup> — Canton de Kpessi : composé des villages de : Kpessi, Agbandi, Atikpaï, Avakodja, Elékohan, Gaougblé, Kokoté, Langabou, Niamassila, Niamassila-Zongo, Agodéka, Dadja-Kpessi, Dégou, Foudjaï, Igbo-loudja, Kamina-Kpessi, Moréta, Tchékélé, Tchékita, Yébou-Yébou, Alablatoé et Ayékpada.

7<sup>o</sup> — Canton de Nuatja : (Liste des villages sans changement).



8<sup>o</sup> — *Canton du Litimé* : composé des villages suivants : Abréouanko, Kitchibo, Badou, Ahouenhoun, Houobé, Akloa, Tomégbé, Kpété-Maflo I, Kpété-Maflo II et Kpété-Béna.

9<sup>o</sup> — *Canton de Blitta* : composé des villages suivants : Adaniabo-Lossa-Crambo, Blitta-Cotocoli, Blitta-Losso, Défalé, Doufouli-Boko-Losso, Adiougbe, Doufouli-Cabraï, Ohiou, Ourégni, Agodéka-Niamtougou, Agodéka-Siou, Agodjololo, Akabavi, Akaba-Plateau, Alomagné, Assoumakondji, Atéhoué, Tchanié, Dakronkossou, Dogogblé, Gbégué, Niamtoupoké, Pakouté, Palakoko, Soussoukparou, Tcharé, Baou, Toigbo, Yadékopé, Yéloum-Bagna et Diguina-Konta.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945 et abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1945.

J. NOUTARY.

#### *Subdivisions de Lomé et de Tsévié*

ARRETE N° 308 APA. du 7 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 113 A.P.A. du 1<sup>er</sup> mars 1945 portant réorganisation du commandement indigène au Togo;

Vu l'arrêté N° 117 A.P.A. du 2 mars 1945 modifiant l'organisation territoriale du Cercle de Lomé;

Sur la proposition du Commandant de Cercle de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'organisation territoriale des subdivisions de Lomé et de Tsévié, telle qu'elle est fixée par l'arrêté n° 117 APA. du 2 mars 1945 susvisé, est modifiée comme suit :

Le canton d'Agouévé, actuellement compris dans la subdivision de Lomé, est rattaché à la subdivision de Tsévié (cercle de Lomé).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juin 1945.

J. NOUTARY.

#### *Commandement indigène*

ARRETE N° 272 APA. du 29 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 113/APA. du 1<sup>er</sup> mars 1945 portant réorganisation du commandement indigène au Togo;

Vu l'arrêté N° 271/APA. du 29 mai 1945 modifiant l'organisation territoriale de la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre);

Sur la proposition du commandant du cercle du centre;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les chefs ci-après désignés, de la subdivision d'Atakpamé (cercle du centre), sont confirmés dans leurs fonctions et classés comme suit :

*Chef de canton à 26.000 francs*

Atchikiti Abassa, chef du nouveau canton d'Atakpamé, tel qu'il est défini par arrêté n° 271 APA. du 29 mai 1945 susvisé.

*Chef de canton à 18.000 francs*

Yhou Attigbé, chef du canton de l'Akposso-Sud,

*Chef de canton à 12.000 francs*

Anonéné, chef du canton de l'Akébou,  
Frico, chef du canton de l'Akposso-Nord,  
Danhui, chef du canton de Nuatja.

*Chef de canton à 5.000 francs*

Djinsa Konto, chef du canton de l'Adélé.

ART. 2. — Est nommé chef du canton de Kpessi, tel que ce canton est défini par arrêté n° 271 APA. du 29 mai 1945 susvisé, à la solde de 5.000 francs, le nommé Kodjo Edoh, notable du village de Kpessi.

ART. 3. — Est nommé chef du canton de Litimé, tel que ce canton est défini par arrêté n° 271 APA. du 29 mai 1945 susvisé, à la solde de 3.600 francs, le nommé Eglblomassé, chef du village de Badou.

ART. 4. — Est nommé chef du canton de Blitta, tel que ce canton est défini par arrêté n° 271 APA. du 29 mai 1945 susvisé, à la solde de 3.600 francs, le nommé Kodo, chef du village de Doufouli-Cabraï.

ART. 5. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1945.

J. NOUTARY.

#### *Ecole d'infirmiers et infirmières*

ARRETE N° 274 p. du 29 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux du Togo, la police sanitaire maritime, l'hygiène et la salubrité publique, l'assistance médicale aux indigènes, le fonctionnement de l'ambulance européenne et de la pharmacie de Lomé, les mesures de prophylaxie contre les maladies contagieuses, endémiques et épidémiques et instituant à Lomé un laboratoire d'hygiène et tous les textes modificatifs subséquents;

Sur la proposition du Directeur local de la Santé publique au Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Lomé une école d'infirmiers et infirmières ayant pour but de préparer à leurs fonctions les infirmiers et infirmières du cadre local du territoire du Togo.

ART. 2. — Cette école est rattachée à la formation sanitaire de Lomé et fonctionne sous la direction du médecin-chef de cette formation assisté du médecin résident.

ART. 3. — Nul ne peut être admis à l'école d'infirmiers s'il n'est français (citoyen, sujet ou administré) et âgé de 17 ans au moins et de 24 ans au plus.

Les demandes d'admission seront formulées sur papier timbré, adressées au Commissaire de la République, accompagnées des pièces suivantes :

a) — extrait d'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu;

b) — copie du certificat d'études primaires élémentaires ou d'un diplôme d'études au moins équivalent.

Si la candidature est agréée, le postulant aura à compléter son dossier par :

a) une déclaration de l'intéressé précisant qu'il n'a pas été licencié d'une école ou d'un emploi administratif;

b) un extrait du casier judiciaire (fiches n° 2 et n° 3);

c) un certificat de bonnes vie et mœurs;

d) un certificat médical constatant que le candidat est apte au service de l'assistance médicale indigène.

Les trois dernières pièces doivent avoir moins de trois mois de date.

Le nombre d'élèves à recruter est fixé annuellement par le Commissaire de la République.

ART. 4. — Le régime de l'école est l'externat. Les élèves-infirmiers ont droit à une rétribution mensuelle exclusive de toute indemnité fixée et attribuée par décision du Commissaire de la République.

ART. 5. — La durée de l'instruction est de un an.

La discipline et l'organisation des études feront l'objet d'un règlement ultérieur soumis à l'approbation du Commissaire de la République.

L'exclusion de l'école peut être prononcée en cours ou à la fin de l'année d'instruction par le Commissaire de la République pour insuffisance de notes, indiscipline ou inaptitude physique.

Les élèves subissent à la fin de l'année d'instruction, un examen théorique et pratique à la diligence du Directeur local de la santé publique.

Un brevet d'aptitude est décerné par le Commissaire de la République à ceux d'entre eux qui ont obtenu une moyenne suffisante.

ART. 6. — Le programme enseigné à l'école d'infirmiers et infirmières est annexé au présent arrêté.

ART. 7. — Le Directeur local de la santé publique au Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1945.

J. NOUTARY.

## ANNEXE

## PROGRAMME

enseigné à l'Ecole d'infirmiers et infirmières du Togo

1<sup>o</sup>) — Morale professionnelle

Devoirs de l'infirmier : envers ses chefs, envers ses égaux et ses subalternes, envers les malades.

Qualités morales d'un bon infirmier : la patience, la douceur, la bonté, le dévouement, la discrétion.

De la tenue d'un bon infirmier : la correction, la politesse, le respect, la propreté.

Qualités que doit sans cesse montrer un infirmier dans l'exercice de ses fonctions : attention, zèle, activité.

De la condition morale élevée de la profession d'infirmier.

2<sup>o</sup>) — Rôle des infirmiers

L'infirmier auxiliaire du médecin :

Nécessité d'observer toutes les prescriptions du médecin.

Danger des initiatives intempestives.

L'infirmier doit travailler à augmenter chaque jour ses connaissances pour pouvoir être de plus en plus utile.

Du rôle et des devoirs professionnels de l'infirmier dans la pratique hospitalière : organisation générale et mode de fonctionnement d'un hôpital, d'une maternité, d'un dispensaire.

De la nécessité d'un bon entretien des locaux et du matériel.

Réception des malades par l'infirmier, soins courants immédiats à donner à un malade entrant à l'hôpital : déshabillage, nettoyage et couchage.

Tenue des registres et des feuilles d'observation.

Soins journaliers d'ordre général à donner aux malades ; toilette du malade, propreté de la chambre, alimentation, administration des médicaments, confection des pansements.

Observation du pouls ; exploration du pouls, notions essentielles sur les caractères du pouls ; établissement d'une courbe du pouls.

Observation de la température ; description du thermomètre ; comment prendre la température ; tenue des feuilles de température.

Observation de la respiration ; les mouvements respiratoires, leur nombre, leurs principaux caractères.

Observations des excréta ; manière de recueillir et de conserver les urines, les expectorations, les vomissements, les selles.

3<sup>o</sup>) — Technique des soins d'usage courant à donner aux malades

Administration buccale des médicaments.

Principales formes pharmaceutiques : solutions, potions, gouttes, pilules, poudres, cachets.

Modes d'administration : contenance et poids des cuillerées et des verres.

Notions sur les mesures de poids et de volume employées en pharmacie.

Tirage par gouttes.

Diverses espèces de lavements; instrumentation nécessaire pour donner un lavement; manuel opératoire pour l'administration d'un lavement.

Lavement de sérum, goutte à goutte rectal. Injections vaginales; instrumentation; manuel opératoire.

Applications du froid et de la chaleur;

Sac de glace, lotions froides, compresses chaudes.

Bains: bains de propreté: bains thérapeutiques; bains généraux; bains partiels.

Révuision et révuisionifs; frictions, sinapisations, révuision iodée;

Ventouses sèches et scarifiées;

Vésication;

Cautérisation.

Administration des médicaments par la voie hypodermique.

Instrumentation nécessaire pour une injection hypodermique; manuel opératoire.

Principaux médicaments administrés en injections hypodermiques; ampoules médicamenteuses.

Injection sous-cutanée de sérum artificiel; instrumentation nécessaire, manuel opératoire.

Injection sous-cutanée des sérums thérapeutiques, instrumentation nécessaire, manuel opératoire.

Administration des médicaments par la voie intramusculaire.

Instrumentation nécessaire pour une injection intramusculaire; leur présentation en ampoules.

Administration des médicaments par la voie cutanée; frictions, onctions, applications.

Principaux médicaments administrés par la voie cutanée.

Eléments de massage.

Pansements: principaux matériaux de pansements; pansements secs, pansements humides, technique d'application des pansements, confection des pansements les plus courants, principaux médicaments employés dans les pansements.

Bandages herniaires.

Suspensoirs.

Vaccination jennérienne; matériaux nécessaires; manuel opératoire.

#### 40) — Mobilier et matériel médico-chirurgical

Tables d'opérations, à examen et à pansements.

Agencement et mobilier d'une salle d'opérations.

Plateaux, cuvettes, bassins, urinaux, bords laveurs, canules, leurs modes d'utilisation.

Instruments de petite chirurgie, bistouri, ciseaux, sonde cannelée, pinces, écarteurs, aiguilles à suture, sondes uréthrales, seringues, description et destination.

Entretien des instruments et du matériel.

#### 50) — Antisepsie et aseptie — Stérilisation et désinfection

Définition de l'antisepsie et de l'asepsie.

De la propreté chirurgicale.

Notions élémentaires sur les bactéries et leur rôle dans la pathogénie des maladies.

Stérilisation des mains, du champ opératoire, des instruments, de l'eau.

#### 60) — Notions élémentaires de pharmacie et de laboratoire

A) Mesures de poids — Unité principale gramme, multiples et sous multiples.

Ecriture des poids en prenant le kilogramme ou le gramme comme unité.

Mesures de capacités: litre, multiples et sous multiples.

Mesures de volumes: dm<sup>3</sup>, multiples et sous-multiples.

Relation entre les volumes et les poids. Notions de densité.

Liquides plus légers et plus lourds que l'eau; volume à en prendre pour en obtenir un poids déterminé.

Evaluation approximative des cuillerées, verrées en centimètres-cubes et en grammes de sirop, ou d'un liquide de densité donnée.

Dosage de gouttes de l'eau distillée, et, approximativement, des teintures les plus usitées: aconit, belladone, digitale, iode, noix vomique, opium.

B) — a) — Vérifier la justesse et la sensibilité d'une balance.

Peser un médicament avec une balance juste, ou rendue telle, à un centigramme près.

Peser un médicament avec une balance fautive, à un centigramme près (méthode de la double pesée);

b) — Exécution d'une ordonnance comportant deux des opérations suivantes: potion, paquets, cachets, pommade, pilules.

C) — Reconnaissance de 10 produits chimiques ou drogues d'un usage très courant en pharmacie, et choisis parmi ceux qui possèdent un aspect, une couleur, une saveur ou une odeur très caractéristique.

Exemple: bicarbonate de soude, chlorhydrate de quinine, soufre, acide picrique, menthol, iodoforme, huile camphrée, teinture d'iode, élixir parégorique, teinture de benjoin, baume de tolu.

#### Coton

N° 275 AE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du:

31 mai 1945. — La date de fermeture de la campagne du coton est fixée au 1<sup>er</sup> juin 1945 dans tous les cercles du Territoire.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu applicable par affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et autres lieux publics.

## Prêts coloniaux

ARRETE N° 283 F. du 6 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté général N° 1518 F/A. du 22 mai 1945 portant octroi et prêts aux citoyens coloniaux français;

Vu le télégramme 185 F/C. du 15 mai 1945 et la lettre 4550 F/A. du 17 mai 1945 du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des prêts portant intérêt à 1 % terme échu pour une durée de trois ans renouvelable, pourront être accordés sur les fonds du budget local aux citoyens français, installés à leur compte sur le territoire et qui ne se trouvent pas en état de supporter les dépenses nécessitées par leur rapatriement dans la Métropole ou la venue de leur famille à la colonie, du lieu de leur résidence dans la Métropole au Territoire.

A défaut de paiement de l'intérêt dans le mois qui suit la date de l'échéance, la créance portant sur le principal deviendra immédiatement exigible.

ART. 2. — Les demandes de prêts seront adressées au Commissaire de la République par le requérant.

Elles devront exposer la situation financière du requérant, indiquer le montant du prêt sollicité et comporter engagement de rembourser dans le délai prévu à l'article premier.

Ces demandes seront soumises à l'examen d'une commission, composée comme il est dit ci-après, qui formulera son avis sur chaque demande ainsi que sur le montant du prêt à accorder.

ART. 3. — La commission chargée de formuler son avis sur les demandes de prêt sera nommée par arrêté du Commissaire de la République. Elle comprendra obligatoirement sous la présidence du chef du bureau économique, le président de la chambre de commerce, et le chef du service des contributions directes.

L'avis de la commission sera transmis au Commissaire de la République qui statuera en définitive.

ART. 4. — Le prêt sera versé dans les conditions suivantes :

a) dans la Métropole :

au lieu de résidence, par les soins du chef du service administratif colonial, à la demande du Commissaire de la République.

b) au Territoire :

au moment du départ de la résidence pour l'embarquement à destination de la Métropole.

Le versement du prêt donnera lieu à la signature d'une reconnaissance de dette par le bénéficiaire.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 juin 1945.

J. NOUTARY.

• P. T. T.

## Cabine téléphonique

N° 287 PTT. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

7 juin 1945. — Une cabine téléphonique reliée au bureau d'Atakpamé est ouverte au public à Blitta.

Les taxes des communications téléphoniques à percevoir de ou pour Blitta sont celles fixées par les arrêtés du 4 février 1942 et 22 mai 1944.

## Personnel auxiliaire

ARRETE N° 305 P. du 7 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tableaux annexes I et II du règlement intérieur du 24 février 1944 susvisé sont abrogés et remplacés par les nouveaux tableaux suivants :

## ANNEXE I.

## PERSONNEL EUROPÉEN

ÉCHELONS	SALAIRES	CATÉGORIE EUROPÉENNE
8 <sup>me</sup> échelon	6.500 frs.	3 <sup>me</sup>
7 <sup>me</sup> échelon	6.000	
6 <sup>me</sup> échelon	5.500	
5 <sup>me</sup> échelon	5.000	
4 <sup>me</sup> échelon	4.500	
3 <sup>me</sup> échelon	4.100	
2 <sup>me</sup> échelon	3.700	
1 <sup>er</sup> échelon	3.300	

## ANNEXE II.

## PERSONNEL INDIGÈNE

ÉCHELONS	ÉCHELLE I.		ÉCHELLE II.		ÉCHELLE III	
	SALAIRES	CATÉGORIE LOCALE	SALAIRES	CATÉGORIE LOCALE	SALAIRES	CATÉGORIE LOCALE
	Frs.		Frs.		Frs.	
12 <sup>me</sup> échelon . . . . .	1.450		1.950		2.340	
11 <sup>me</sup> échelon . . . . .	1.350		1.820		2.080	
10 <sup>me</sup> échelon . . . . .	1.240		1.690		1.950	
9 <sup>me</sup> échelon . . . . .	1.170		1.560		1.820	
8 <sup>me</sup> échelon . . . . .	1.110		1.430		1.690	
7 <sup>me</sup> échelon . . . . .	1.040	5 <sup>me</sup>	1.370	5 <sup>me</sup>	1.630	5 <sup>me</sup>
6 <sup>me</sup> échelon . . . . .	980		1.300		1.560	
5 <sup>me</sup> échelon . . . . .	910		1.240		1.500	
4 <sup>me</sup> échelon . . . . .	880		1.170		1.430	
3 <sup>me</sup> échelon . . . . .	850		1.110		1.370	
2 <sup>me</sup> échelon . . . . .	820		1.040		1.300	
1 <sup>er</sup> échelon . . . . .	780		980		1.240	

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1944, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juin 1945.

J. NOUTARY.

C. F. T.

Personnel auxiliaire

ORDRE GENERAL N° 4 portant modification au règlement intérieur du personnel auxiliaire employé au Réseau du Chemin de Fer du Togo.

L'Ordre Général n° 1 du 8 mars 1943, modifié par les ordres généraux n° 2 du 12 avril 1944 et 3 du 3 octobre 1944, est modifié comme suit :

## 1° — TITRE II.

Article 4. — TABLEAU N° 1 EN ANNEXE

## Tableau N° 1.

## Agents à solde journalière

ECHELONS		1	2	3	4	5	6	7	8
Echelle I . . .	17 ans et plus . . . . .	8	9	10	11	12	13		
	moins de 17 ans . . . . .	6	6,50	7	7,50	8	9		
Echelle II . . . . .		Taux des 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>e</sup> , et 3 <sup>e</sup> zones de l'arrêté n° 315 du 17 juin 1944, suivant aptitudes et maximum fixé par dit arrêté.							
Echelle III . . . . .		15		16		17		18	
Echelle IV . . . . .		18		19		20		22	24
Echelle V . . . . .		20	22	24	26	28	30	32	34
Echelle VI . . . . .		25	27	29	32	35	38	41	45

## 2° — TITRE III.

## TABLEAUX ANNEXES

## Tableau annexe N° 1

## PERSONNEL EUROPÉEN

ECHELONS	SALAIRES	CATÉGORIE EUROPÉENNE
	frs	
8°	6.500	3°
7°	6.000	
6°	5.500	
5°	5.000	
4°	4.500	
3°	4.100	
2°	3.700	
1°	3.300	

## Tableau annexe N° 2

## PERSONNEL INDIGÈNE

ECHELONS	ECHELLE I.		ECHELLE II.		ECHELLE III.	
	SALAIRES	CATÉGORIE locale	SALAIRES	CATÉGORIE locale	SALAIRES	CATÉGORIE locale
	frs		frs		frs	
12° échelon	1.450	5°	1.950	5°	2.340	5°
11° «	1.350		1.820		2.080	
10° «	1.240		1.690		1.950	
9° «	1.170		1.560		1.820	
8° «	1.110		1.430		1.690	
7° «	1.040		1.370		1.630	
6° «	980		1.300		1.560	
5° «	910		1.240		1.500	
4° «	880		1.170		1.430	
3° «	850		1.110		1.370	
2° «	820		1.040		1.300	
1° «	780		980		1.240	

Ces modifications sont applicables :

1° — à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1944, pour le personnel auxiliaire européen et indigène à solde mensuelle;

2° — à partir du 1<sup>er</sup> juin 1945, pour le personnel à solde journalière.

Lomé, le 7 juin 1945.

Le Directeur du Réseau des Chemins de Fer,  
J. PRUNET.

APPROUVÉ :

Lomé, le 7 juin 1945.

Le Commissaire de la République,  
J. NOUTARY.

## Commune-mixte de Lomé

ARRETE N° 310 F. du 7 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929, portant institution des communes-mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté N° 577 du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté N° 578 du 20 novembre 1932, créant la commune-mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal des délibérations de la délégation spéciale de la commune-mixte de Lomé en date du 12 mai 1945;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif du budget de la commune-mixte de Lomé, pour l'exercice 1944 est arrêté comme suit :

en Recettes : à Deux millions soixante quatre mille trois cent vingt-cinq francs vingt centimes (2.064.325,20)

en Dépenses : à Deux millions mille trois cent vingt francs (2.001.320,—) laissant apparaître un excédent de Recettes de : Soixante-trois mille cinq francs vingt centimes (63.005,20) qui sera reporté au Budget supplémentaire de l'exercice 1945.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restant disponibles aux divers chapitres à la clôture de l'exercice 1944 et dont le montant s'élève à : Cent cinquante six mille deux cent quatre-vingts francs (156.280 frs.).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juin 1945.

J. NOUTARY.

N° 311 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo pris en conseil d'administration le :

7 juin 1945. — Est approuvé et arrêté le budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1945, en recettes et en dépenses, à la somme de : soixante sept mille sept cent soixante-trois francs soixante centimes (67.763,60).

## Aviation

ARRETE N° 313 DOM. du 7 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication au Togo des textes réglementaires;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu les procès-verbaux en date des 2 décembre 1944 et 28 avril 1945 de M. l'administrateur, commandant le cercle de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est prononcée l'occupation pour travaux d'utilité publique, en vue de l'établissement à Lomé d'une escale principale pour l'aviation, de deux bandes d'un terrain rural sis à Bè (subdivision de Lomé), d'une superficie totale de 126 ha 87 a 05 ca, telles qu'elles figurent au plan annexé au présent arrêté.

**ART. 2.** — En compensation de l'abandon de leurs droits sur ces terres, il est alloué aux occupants, une indemnité de deux mille francs par hectare et de trois cents francs par case.

**ART. 3.** — L'administrateur commandant le cercle de Lomé et le chef du service des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juin 1945

J. NOUTARY

### Journées Nationales des Cheminots

#### Tombola

N° 315 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

9 juin 1945. — Le tirage de la tombola qui devait avoir lieu à Lomé, le 15 juin 1945 au profit des œuvres d'assistance aux Cheminots Victimes de la Guerre, est reporté à la date du 23 juin 1945.

### Personnel

#### Congés de convalescence — Permissions d'absence

**RECTIFICATIF** à l'arrêté N° 552/r. du 31 octobre 1944 fixant les modalités de concession de congés de convalescence et de permission d'absence pouvant être accordés au personnel des cadres généraux, communs supérieurs de l'A.O.F. et locaux européens en service au Togo.

**ART. 7.** — Alinéa 3

Au lieu de :

Si le fonctionnaire est accompagné de sa famille, cette indemnité sera majorée avec effet le cas échéant au 1<sup>er</sup> janvier 1944 d'un tiers pour la femme et d'un sixième pour chaque enfant ouvrant droit aux charges de famille. Il continuera à percevoir les indemnités de charges de famille mais au taux métropolitain.

### Lire :

Si le fonctionnaire est accompagné de sa famille ou rejoint celle-ci restée dans la métropole, cette indemnité sera majorée avec effet le cas échéant au 1<sup>er</sup> janvier 1944 d'un tiers pour la femme et d'un sixième pour chaque enfant ouvrant droit aux charges de famille. Il continuera à percevoir les indemnités de charges de famille mais au taux métropolitain.

Le reste sans changement.

### Douanes

**ADDITIF** aux arrêtés N° 130 D. et 131 D. du 5 mars 1945 modifiant le tarif fiscal d'entrée, et exemptant de la taxe de statistique le charbon de bois à l'importation.

J. O. Togo du 16 Mars 1945 — page 158 — 1<sup>re</sup> et 2<sup>me</sup> colonnes —

Après :

J. NOUTARY.

Ajouter :

(Approbation ministérielle notifiée par T. O. N° 204 DGU/DI du 28 mai 1945 du Haut-Commissaire).

### Assistance sociale

#### Secours à la Commune de Condé-Folie

**ADDENDUM** à l'arrêté N° 233 F. du 11 mai 1945 portant ouverture d'une rubrique nouvelle et de crédit supplémentaire au budget local du Togo — exercice 1945.

L'article 2 de l'arrêté N° 233 F. du 11 mai 1945 est complété comme suit :

« Les sommes ainsi allouées à la dite commune au titre de secours feront l'objet d'un paiement par virement au compte courant ouvert à cet effet à la B.A.O. à Lomé, au nom de la Commune de Condé Folie sous le N° 20749 ».

### ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

#### Affectations

N° 1507 DSP. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

19 mai 1945. — Les officiers du corps de santé colonial dont les noms suivent, désignés pour continuer leurs services en A.O.F. (hors-cadres), embarqués les 26 et 29 avril 1945 et arrivés à Dakar le 11 mai 1945, reçoivent les affectations suivantes :

NOMS	GRADES :	COLONIES :
M.M. . . . .	. . . . .	. . . . .
ESCOLIVET Jean	Médecin-Lieutenant des T. C.	pour compter du 29 avril 1945, Togo — En rem- placement numérique du Médecin-Capitaine DOUVIER, rapatrié pour raison de santé.



L'entretien complet de ces officiers incombera à compter des dates ci-dessus respectivement au budget général de l'A.O.F. et au budget local du Togo.

N° 1595/4. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du 26 mai 1945 :

M. Menzer Robert, inspecteur de police de 6<sup>e</sup> classe, en service au Dahomey, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo, pour compter du jour de sa mise en route sur ce territoire.

N° 1636/dsp. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du 30 mai 1945 :

M. Lecuiller André, pharmacien-lieutenant du service de santé des troupes coloniales, désigné pour servir hors-cadres en A.O.F., embarqué à Marseille le 15 mai 1945, arrivé à Dakar le 26 mai 1945, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo pour compter du 15 mai 1945 date de son départ de France, en remplacement numérique du pharmacien-capitaine Busson qui a reçu une autre affectation.

L'entretien complet de ces officiers incombera à compter des dates ci-dessus, respectivement au budget de l'Institut Pasteur, au budget général de l'A.O.F. et au budget local du Togo.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### PERSONNEL EUROPÉEN

#### Affectations — Nominations

Par décision n° 273p. du :

2 juin 1945. — L'article premier de la décision n° 427/p. du 7 octobre 1944 nommant M. Berlie Michel, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, adjoint au chef du bureau des affaires économiques, est rapporté.

M. Berlie reste, à titre intérimaire, receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, conservateur de la propriété foncière et curateur aux successions et biens vacants.

Par décision n° 274 p. du :

2 juin 1945. — Le médecin-capitaine Duthil Jean, médecin-chef de la subdivision sanitaire de Palimé, est affecté à la subdivision sanitaire d'Atakpamé, en remplacement du médecin-capitaine Douvrie, rapatrié sanitaire.

M. Duthil assurera en outre, jusqu'à nouvel ordre, le service médical du cercle du centre.

Par décision n° 277 p. du :

4 juin 1945. — M. Lemoine Jacques, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, commandant le cercle de Sokodé, est nommé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles, commandant du cercle de Mango, en remplacement de l'administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies Pic Joseph, admis à la retraite.

### Témoignage officiel de satisfaction

Par décision n° 275 p. du :

2 juin 1945. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé au médecin-capitaine Duthil Jean, médecin-chef de la subdivision sanitaire de Palimé (cercle du centre) pour la façon dont il a organisé sa subdivision sanitaire et le dévouement dont il a fait preuve en toutes circonstances.

#### Agents auxiliaires

#### Affectation

Par décision n° 279 p. du :

4 juin 1945. — L'aide-dactylographe auxiliaire (échelle 1 échelon 9) Roland Robert, de retour de congé, est mis à la disposition du commandant des Forces de police pour servir à Lomé.

### PERSONNEL INDIGÈNE

#### Maintien en fonctions

Par arrêté n° 270 p. du :

29 mai 1945. — Les agents dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge pour la retraite, sont maintenus en fonctions pour une nouvelle période d'un an :

Kloutse Mensah Agbodo, mécanicien de 1<sup>re</sup> classe des C.F.T., à compter du 17 avril 1945;

Adjivon Séverin, commis d'administration principal de 4<sup>e</sup> classe, à compter du 5 mai 1945;

Wilson Edouard, maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des C.F.T., à compter du 25 août 1945.

#### Nominations

Par arrêté n° 266 p. du :

26 mai 1945. — Sont nommés dans les cadres locaux indigènes des travaux publics et des chemins de fer du Togo :

*Au grade de maîtres-ouvriers de 7<sup>e</sup> classe des T.P.*

M. Dossah Philippe, mécanicien-conducteur d'automobile principal de 2<sup>e</sup> classe;

M. Mathey Pierre, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe des travaux publics.

*Au grade de maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des C.F.T.*

M. Emmanuel Martin, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des C.F.T.

#### Révocation

Par arrêté n° 276 p. du :

31 mai 1945. — L'infirmier de 4<sup>e</sup> cl. Akakpoh Hubert, précédemment en service à Mango, est révoqué de ses fonctions, pour compter du 14 avril 1945, date à laquelle il n'a pas rejoint son poste à l'expiration du congé dont il était titulaire.

**Agents auxiliaires****Prime de fin d'engagement**

Par décision n° 267 CFT. du :

28 mai 1945. — Est allouée à l'ex-chef d'équipe auxiliaire Hans Ahokpé la somme de : Deux Mille Cent Quinze francs (2.115 frs.) à titre de prime de fin d'engagement calculée suivant C de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté général n° 3559 du 7 octobre 1943.

La dépense correspondante est imputable au budget des chemins de fer et du wharf du Togo — chapitre I bis — art. 2 — paragraphe 2.

**Agents de police****Licenciement**

Par arrêté n° 281 p. du :

4 juin 1945. — Les agents de police stagiaires Tokanou Emmanuel et Lawson Cyrille, en service au commissariat de police de Lomé, sont licenciés de leur emploi pour mauvaise manière habituelle de servir.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification aux intéressés.

**Forces de police**

Par arrêté n° 262 BM. du :

23 mai 1945. — Sont rengagés pour 1 an pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1945 les gradés et miliciens dont les noms suivent :

Agondéy, caporal, Mle M/741 BT, de la compagnie des Forces de Police;

Agban Tanan, caporal, Mle M/742 BT, de la compagnie des Forces de Police;

Kondo, caporal, Mle M/750 BT, de la compagnie des Forces de Police;

Hountondji Adjoda, caporal, Mle M/898 AD, de la compagnie des Forces de Police;

Doum Doné, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/735 BT, de la compagnie des Forces de Police;

Kpatcha II, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/739 BT, de la compagnie des Forces de Police;

Sekro Mango, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/747 BT, de la compagnie des Forces de Police;

Gbati Djéné, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/754 BT, de la compagnie des Forces de Police;

Faye Gbandaou, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/904 BT, de la compagnie des Forces de Police.

Le stagiaire catégorie B. Soglo Pierre, Mle M/1167 BD, de la compagnie des Forces de Police, est licencié pour inaptitude professionnelle et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1945.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Par arrêté n° 263 BM. du :

24 mai 1945. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du territoire pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1945 :

Tiemoko Djara, gardé de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1338, du peloton de Lomé « pour mauvaise conduite habituelle ».

Azim Kagnaya, garde 2<sup>e</sup> classe, Mle 1547, du dépôt des gardes « pour inaptitude physique non imputable au service ».

Kouka I, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1293, du dépôt des gardes « pour inaptitude physique non imputable au service ».

Proposé pour une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

Alano, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 1299, du peloton de Lomé (subdivision de Tsévié) « pour inaptitude physique imputable au service ».

Proposé pour une gratification de réforme dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

La gratuité du transport est accordée aux gardes licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté n° 286 BM. du :

7 juin 1945. — Sont nommés aux grades ci-après pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1945 (prise de rang et droit à la solde compris) :

**Sergent**

Karsa Takassi, caporal, Mle M/966 BT, de la Compagnie des Forces de Police;

Colla Sabi, caporal, Mle M/907 BD, de la Compagnie des Forces de Police.

**Caporal**

Gbadago Emmanuel, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/1061 BT, de la Compagnie des Forces de Police;

Cafechina Tangayou, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/1048 BT, de la Compagnie des Forces de Police;

Magare Kombati, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/976 BT, de la Compagnie des Forces de Police;

Gnandé Kpandé, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/1199 BT, de la Compagnie des Forces de Police;

Adanda Abalo, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/936 BT, de la Compagnie des Forces de Police;

Akakpo Fiogbé, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/991 BT, de la Compagnie des Forces de Police.

Amouzou Batabati, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/926 BT, de la Compagnie des Forces de Police;

Houéhanou Gaston, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/1242 AD, de la Compagnie des Forces de Police;

Towendo Michel, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/891 AD, de la Compagnie des Forces de Police;

d'Almeida Antoine, milicien 1<sup>re</sup> classe, Mle M/1059 AD, de la Compagnie des Forces de Police.

**DIVERS****Associations**

Par arrêté n° 264 APA. du :

24 mai 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Dekawowo » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté n° 277 APA. du :

31 mai 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Terpsichore » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association, tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté n° 278 APA. du :

31 mai 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Renaissance Cabraise de Lama-Kara » dont le siège est fixé à Lama-Kara.

Sont approuvés les statuts de cette association, tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

### Bourse

Par décision n° 270 E. du :

31 mai 1945. — Une bourse scolaire est accordée, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1945, dans les conditions fixées par les arrêtés n° 479 du 11 septembre 1939 et 89/E. du 17 février 1945 à l'orpheline Marie Reine Améyo, âgée de 6 ans, au taux de 4 francs par jour.

La Révérende Sœur Supérieure de l'Ecole Notre-Dame des Apôtres de Lomé est habilitée à percevoir la bourse attribuée à la jeune Améyo.

### Commandement indigène

Par décision N° 263 APA. du :

25 mai 1945. — Est nommé à l'emploi de secrétaire du chef de canton de Pana (subdivision de Dapango — Cercle de Mango), le nommé Damétari Flindjo.

Le secrétaire de canton Damétari Flindjo aura droit au traitement mensuel de 300 francs.

Par décision N° 269 APA. du :

29 mai 1945. — Est nommé à l'emploi de secrétaire du chef du canton du Litimé (Cercle du Centre — subdivision d'Atakpamé), le notable Hermann Egbloomassé.

Le secrétaire du chef de canton du Litimé, Hermann Egbloomassé, aura droit en cette qualité à la solde annuelle de 3.000 francs.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945.

### Commissions

#### Ecole nationale de la France d'outre-mer

Par arrêté N° 280 P. du :

4 juin 1945. — Les épreuves du concours prévu à l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 pour l'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints principaux et adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux

des colonies auront lieu à Lomé dans la salle de conférences du commissariat de la République, les vendredis 15 et samedi 16 juin 1945, de 7 heures à 12 heures.

La commission prévue à l'article 9 de l'arrêté du 9 août 1930, est composée ainsi qu'il suit :

M.M. Gaudillot administrateur en chef des colonies,	Président
secrétaire général du Togo	
Barbero, administrateur de 2 <sup>e</sup> classe des colonies	Membres
Aubanel, administrateur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe des colonies	

### Appels différés

**MODIFICATIF** à la décision N° 735/BM. du 9 décembre 1943.

La décision N° 735/BM. du 9 décembre 1943, susmentionnée, est modifiée de la façon suivante :

M. Eychenne Raymond, président de la chambre de commerce, est nommé membre de la commission régionale de contrôle des appels différés du Togo, en remplacement de M. Sjaout parti en congé.

Le reste sans changement.

### Enseignement

#### Diplôme d'aptitude professionnelle

N° 1486/JP. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

18 mai 1945. — Sont déclarés définitivement admis à l'examen pour l'obtention du diplôme d'aptitude professionnelle les candidats dont les noms suivent par ordre de mérite :

15 . . . . .  
Ankrah. David, du Togo, mention assez-bien.

### Frais funéraires

Par décision N° 266 F. du :

28 mai 1945. — Est accordé à M. Fritz Lassey le remboursement d'une somme de six cents francs (600 frs.) à titre de frais funéraires et d'érection de tombe supportés à l'occasion du décès de son fils Reinhold Combévi Lassey, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe, survenu à Lomé le 14 mars 1945.

La dépense est imputable au budget local — exercice 1945 — chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1.

### Ordonnateur-délégué

Par arrêté N° 282 F. du :

5 juin 1945. — Pendant l'absence de M. Sanson, administrateur des colonies, chef du bureau des finances, est délégué provisoirement dans les fonctions d'ordonnateur-délégué du budget local, M. Lauqué Louis, adjoint principal hors classe des services civils, adjoint au chef du bureau des finances.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 6 juin 1945.

**Santé****Stage de perfectionnement**

N° 1586/DSP.-C. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

25 mai 1945. — Sont déclarés admis au stage de perfectionnement pour l'accès au principalat :

1° — *Les médecins africains :*

M.M. . . . .  
12 — Clotuh Christian, (Togo).

Les intéressés devront être rendus à Dakar pour le 10 juillet 1945.

**Secours**

Par décision N° 268 F. du :

29 mai 1945. — Un secours éventuel de Cinq mille huit cent soixante quinze francs (5.875 frs.) équivalant à trois mois de solde de présence du commis principal de 2<sup>e</sup> classe des P.T.T. Pereira Eusèbe, décédé à Lomé (Togo) le 30 avril 1945, est accordé aux orphelins de ce fonctionnaire.

Le dit secours sera mandaté à M. Jacintho da Silva, tuteur des enfants du défunt.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local — chapitre VIII — article 1<sup>er</sup> — paragraphe 2 — exercice 1945.

Par décision N° 276 APA. du :

4 juin 1945. — Il est accordé un secours de vingt-trois mille cent quatre-vingt seize francs (23.196 frs.), payable en une seule fois, au sieur Emmanuel Kpon-ton, commerçant, demeurant à Anécho, se décomposant comme suit :

Frais d'entretien à l'hôpital et achat de médicaments . . . . . 13.196 frs.

Dommages et intérêts . . . . . 10.000 —

La dépense est imputable au chapitre XVII, article 2, paragraphe 1, dépenses imprévues.

**Terrain domanial**

Par arrêté N° 312 DOM. du :

7 juin 1945. — Le nommé Tsikplonou Kouassi Gaston, commis d'administration, demeurant à Bassari, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial situé à Bassari, route de Mango, d'une superficie de Vingt ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le Cahier des charges ci-annexé.

**Tribunal colonial d'appel**

Par arrêté N° 306 APA. du :

7 juin 1945. — M. Berlie (Michel), administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, est nommé membre suppléant du tribunal colonial d'appel de Lomé, en remplacement de M. Petit-Laurent.

**Textes publiés à titre d'information****ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Personnel****Soldes**

ARRETE N° 1396 F. du 11 mai 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 fixant le régime de la solde et des indemnités du personnel colonial et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux, spéciaux, et annexes de l'A.O.F., ensemble l'arrêté général du 17 mai 1922 réglementant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des cadres communs, spéciaux et locaux et l'arrêté général n° 3551 F. du 7 octobre 1943 fixant à partir du 1<sup>er</sup> mai 1943 les soldes de présence des cadres communs supérieurs ainsi que les conditions d'attribution de l'indemnité de dépaysement au personnel d'origine africaine;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 3551 F. du 7 octobre 1943 est complété comme suit :

« A titre transitoire, les fonctionnaires qui, en service dans leur colonie d'origine, reçoivent cette indemnité continueront à en bénéficier jusqu'à prochaine mutation dans une autre colonie ».

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies, le Gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le Directeur général des Finances et le Directeur des Chemins de fer et des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à partir du 1<sup>er</sup> mai 1943 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 11 mai 1945.

P. COURNARIE.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de concours****Cadre commun secondaire des transmissions**

Un concours pour l'admission des fonctionnaires des cadres locaux des transmissions dans le cadre commun secondaire des transmissions de l'A.O.F. aura lieu à Dakar et au chef-lieu de chacune des colonies du Groupe et à Ouagadougou le 1<sup>er</sup> septembre 1945, dans les conditions prévues par l'arrêté n° 3286/P. du 6 décembre 1944 complété par l'arrêté n° 1412 du 11 mai 1945 et suivant l'horaire ci-après :

Epreuve prévue au § a) de l'article 1<sup>er</sup> de l'annexe à l'arrêté du 6 décembre 1944 : de 8 h. 30 à 11 h. 30.  
Epreuve prévue au § b) à 14 h. 30.

Le nombre de places mises au concours est fixé à cent.

La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée le 1<sup>er</sup> août 1945.

Les demandes d'inscription devront parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé, le 15 juillet au plus tard.

#### *Cadre commun secondaire des commis des services administratifs*

Un concours pour l'admission des fonctionnaires des cadres locaux des commis expéditionnaires et des interprètes dans le cadre commun secondaire des commis des services administratifs aura lieu à Dakar et au chef-lieu de chacune des colonies du Groupe et à Ouagadougou, les 3 et 4 septembre 1945 dans les conditions prévues par l'arrêté N° 1405 du 11 mai 1945 complétant l'arrêté N° 3274/p. du 6 décembre 1944, et suivant l'horaire ci-après :

1<sup>re</sup> épreuve (Composition Française) : le 3 septembre de 8 h. 30 à 11 h. 30.

2<sup>e</sup> épreuve (Problèmes) : le 3 septembre de 14 h. 30 à 17 h. 30.

3<sup>e</sup> épreuve (Organisation administrative de l'A.O.F.) : le 4 septembre de 8 h. 30 à 11 h. 30.

4<sup>e</sup> épreuve (Géographie) : le 4 septembre de 15 h. à 17 heures.

Le nombre de places mises au concours est fixé à cinquante.

La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée le 1<sup>er</sup> août 1945.

Les demandes d'inscription devront parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé, le 15 juillet au plus tard.

#### *Cadre commun secondaire des Ouvriers d'imprimerie*

Un concours pour l'admission des agents des cadres locaux des ouvriers d'imprimerie dans le cadre commun secondaire des ouvriers d'imprimerie de l'A.O.F. aura lieu à Dakar et au chef-lieu de chacune des colonies du Groupe, les 12, 13 et 14 septembre 1945, dans les conditions prévues par l'arrêté N° 1409 du 11 mai 1945 complétant l'arrêté N° 3283/p. du 6 décembre 1944, et suivant l'horaire ci-après :

Composition française : le 12 septembre de 8 h. à 11 h.

Problèmes d'arithmétique : le 12 septembre de 14 h. 30 à 17 h. 30.

Epreuves pratiques : les 13 et 14 septembre à partir de 7 h. 30.

Le nombre de places mises au concours est fixé à douze.

La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée le 1<sup>er</sup> août 1945.

Les demandes d'inscription devront parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé, le 15 juillet au plus tard.

#### *Cadre commun secondaire des commis de l'Enregistrement*

L'examen prévu à l'article 5 de l'arrêté n° 3279/p. du 6 décembre 1944 pour l'incorporation dans le cadre commun secondaire des commis de l'Enregistrement des agents en service dans un bureau de l'Enregistrement ou dans une conservation foncière ou d'hypothèque, aura lieu à Dakar et au chef-lieu de chacune des colonies du Groupe, le 15 septembre 1945, suivant l'horaire ci-après :

1<sup>re</sup> épreuve (Composition française) : de 7 h. 30 à 9 h. 30.

2<sup>e</sup> épreuve (Arithmétique ou Système métrique) : de 10 h. à 12 h.

3<sup>e</sup> épreuve : de 15 h. à 17 h.

La liste des candidats admis à subir les épreuves de cet examen sera arrêtée le 1<sup>er</sup> août 1945.

Les demandes d'inscription devront parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé, le 15 juillet au plus tard.

#### *Cadre commun secondaire des aides-météorologistes*

Un concours pour l'admission dans le cadre commun secondaire des aides-météorologistes de l'A.O.F. aura lieu à Dakar et au chef-lieu de chacune des colonies du Groupe et à Ouagadougou, les 10 et 11 septembre 1945, dans les conditions prévues par l'arrêté N° 3285/p. du 6 décembre 1944, complété par l'arrêté N° 1408 du 11 mai 1945 et suivant l'horaire ci-après :

Composition française : le 10 sept. de 7 h. 30 à 9 h. 30.

Composition de géographie : le 10 sept. de 10 h. à 12 heures.

Composition d'arithmétique : le 10 sept. de 14 h. 30 à 17 h. 30.

Composition de météorologie : le 11 sept. de 7 h. 30 à 11 h. 30.

Le nombre de places mises au concours est fixé à dix.

La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée le 1<sup>er</sup> août 1945.

Les demandes d'inscription devront parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé, le 15 juillet au plus tard.

#### *Cadre commun secondaire des Travaux Publics et des Mines*

Un concours pour l'admission des agents des cadres locaux des Travaux Publics dans le cadre commun secondaire des Travaux Publics et des Mines aura lieu à Dakar et au chef-lieu de chacune des colonies du Groupe et à Ouagadougou, les 5, 6 et 7 septembre 1945, dans les conditions prévues par l'arrêté N° 3287/p. du 6 décembre 1944 modifié par l'arrêté n° 1410 du 11 mai 1945, et suivant l'horaire ci-après :

Dictée : le 5 septembre de 8 h. à 9 h.

Rapport : le 5 septembre de 9 h. 30 à 11 h. 30.

Epreuves pratiques : le 6 septembre à partir de 7 h. 30.

Epreuve théorique : le 7 septembre de 8 h. à 11 h.

Le nombre de places mises au concours est fixé à dix.

La liste des candidats admis à subir les épreuves du concours sera arrêtée le 1<sup>er</sup> août 1945.

Les demandes d'inscription devront parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé, le 15 juillet au plus tard.

#### *Ecole nationale forestière*

Un concours pour l'admission à l'école nationale forestière aura lieu les 23, 24 et 25 juillet 1945.

Les demandes de candidature devront être déposées le 1<sup>er</sup> juillet 1945 au plus tard.

Pour tout renseignement, s'adresser au Bureau du Personnel.

### DOMAINES

#### *Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1298, déposée le vingt trois Mai 1945 les dames Assiata Saka Aguiar, Mamouna Saka Aguiar et le sieur Michael Saka Aguiar profession de revendeuses et tailleur, demeurant à Agoué et Lomé et domiciliés à Agoué et Lomé, agissant en leurs noms personnels comme co-propriétaires par indivis, majeurs non interdits, jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène, et optant pour la législation française ont demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouvent édifiées une construction en briques, couverte de tôles ondulées, à simple rez-de-chaussée, à usage d'habitation, et deux petites constructions à usage de communs, également en briques, couvertes de tôles ondulées d'une contenance totale de deux ares trente six centiares situé à Lomé, Cercle de Lomé et borné à l'est par la rue Thiers, au Nord par G. M. Gunn, à l'Ouest par Thimoty Anthony, au Sud par A. Johnson.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1299, déposée le vingt neuf Mai 1945 le sieur Quashie Frédéric Agbevam profession de propriétaire-plantier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un trapèze portant une petite construction en brique de ciment couverte en tôles ondulées, d'une contenance totale d'environ Trois ares Quarante centiares situé à Lomé, quartier N° 6, Cercle de Lomé et borné au nord par T. 277 du Territoire du Togo à Andréas Hihewodo Agamah, à l'est par terrain à Léo Bakar, au sud par la rue de Gross Bé, à l'ouest par T. 19 de Lomé à Boniface M. Apaloo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Déclaration de vente en date à Lomé du 1<sup>er</sup> mai 1945, dûment certifiée et légalisée, consentie au sieur Marcel Koffi Aubenas, de son vivant Commis des Postes et Télégraphes demeurant à Lomé, y décédé le 1<sup>er</sup> Novembre 1932 et qu'il a laissé ses cinq enfants comme héritiers aptes à recueillir l'universalité de sa succession.

Suivant réquisition, n° 1300, déposée le deux Juin 1945 le sieur de Souza, Félício Marcellin profession de planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier sur lequel se trouvent quelques cultures vivrières et cocotiers d'une contenance totale de Dix hectares, trente et un ares et sept centiares situé à Abobovi, Cercle de Lomé et borné à l'est par le lac Togo, au sud par le Titre foncier N° 481 du Territoire du Togo à John Comlavi Adotevi, à l'ouest par Avussey et Djidonou Zanou, et au nord par David Dorte Dueggah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1301, déposée le cinq Juin 1945 la dame Comforte Akuesson Agondjé profession de commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeure, non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de deux ares neuf centiares situé à Anécho, quartier Dégbenou, Cercle d'Anécho et borné à l'est par terrain à la Mission Catholique, au sud par une rue allant vers Badji, à l'ouest par terrain à Agbessi Adse, et au nord par terrain à Agbessi Adse.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
BERLIE.

### Nécrologie

Le Gouverneur des colonies, Commissaire de la République au Togo a le regret de faire part du décès de M. Gnagblodjo Kéko, premier maître canotier du cadre local des chemins de fer du Togo, survenu à Lomé, le 15 avril 1945.

# BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1944

## ACTIF

Caisses, C. N. E. P. & Correspondants Français	1.229.419.583,95
Garantie de la Circulation	1.540.213.060,57
Disponibilités à l'Etranger	26.629.423,95
Portefeuille	4.272.483.891,84
Participations Financières	8.800.243,76
Avances sans intérêt aux Colonies	10.000.000,—
Avances contractuelles aux Colonies	49.649.939,89
Comptes-courants & Débiteurs divers	748.909.685,96
Immeubles	17.210.662,81
Comptes d'ordre & divers	17.395.391,10
	<u>Frs. : 7.920.711.883,83</u>

## PASSIF

Capital	Fonds de prévoyance statutaire	50.000.000,—
	Réserve statutaire	17.500.000,—
Réserves	Réserve supplémentaire	4.821.664,11
	Réserve extraordinaire, propriété des Actionnaires et porteurs de Parts Bénéficiaires	9.643.328,32
Provision pour remboursement de billets de banque adirés		12.337.240,94
Billets au porteur en circulation		55.000.000,—
Effets à payer		5.139.639.225,—
Comptes-courants & Créditeurs divers		44.157.806,20
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leurs comptes-courants)		2.302.720.118,75
Dividendes à payer		46.400.890,85
Clients & correspondants (leurs comptes d'encaissement)		4.800.417,97
Effets en nantissement		53.144.438,99
Comptes d'ordre & Divers		20.277.972,84
Réescompte du portefeuille		53.965.295,23
Profits & Pertes : Bénéfices du semestre		101.907.298,90
		4.396.185,73
		<hr/>
		Frs. : 7.920.711.883,83